



14 juillet 2025

CÉRÉMONIE MILITAIRE





SOMMAIRE

Préface du Président de la République.....	7
Préface du ministre des Armées	9
Des armées engagées en opération sur tous les théâtres	11
Le défilé du 14 Juillet: son sens, son histoire	13
Visuel du 14 juillet 2025	15
Les autorités militaires responsables du défilé	17
Le déroulement du défilé	18
Phase initiale: centenaire de l'association « La Flamme sous l'Arc de Triomphe »	21
Sommaire du défilé aérien – avions	23

Nation étrangère invitée	43
Sommaire des troupes à pied	45
Troupes mises à l'honneur	47
Sommaire du défilé aérien – hélicoptères	95
Sommaire du défilé motorisé	107
Troupes montées	119
Animation finale: centenaire du Bleuets de France	121
Musiques du défilé militaire.....	124
Édification des tribunes	127



PRÉFACE DE MONSIEUR EMMANUEL MACRON, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



En ce matin du 14 juillet 2025, sur la plus belle avenue du monde et sur les places des villes de garnison, les regards du peuple de France se tournent vers son armée prête à défiler.

C'est un hommage solennel que nous rendons à tous ceux qui, en uniforme, s'engagent avec honneur, courage et humilité pour servir la Nation, sur notre sol comme à l'étranger.

Dans un monde plus que jamais instable et incertain, la France sait qu'elle peut compter sur ses soldats, ses marins, ses aviateurs, ses gendarmes et sur tous ceux qui défendent nos couleurs. Les armées de la République ne sont pas seulement un rempart, qui dissuade et protège. Elles sont un repère, une fierté nationale, qui offre un cap. Et ce défilé est aussi le reflet vivant de notre cohésion nationale, de la France qui se tient debout, qui puise sa force dans l'engagement de sa jeunesse, qui choisit de se mettre au service des autres.

Cette année revêt une résonnance particulière, à la convergence de deux centenaires : celui du Bleu de France, humble fleur des talus et des tranchées devenue fleuron du souvenir, emblème de la reconnaissance de la France envers ses blessés, ses anciens combattants, et leurs familles. Et celui du Comité de la Flamme, qui veille depuis cent ans à ce que jamais ne s'éteigne le respect dû à ceux qui sont tombés pour la Patrie, offrant leur vie pour que la nôtre soit libre. Alors que nous venons de commémorer les 80 ans de la Libération de la France, nous nous souvenons de chacun d'entre eux, qui ont forgé ce que nous sommes. Leur mémoire nourrit notre avenir. Elle est un ferment essentiel de notre unité et le vivier

de notre force morale. Car ce n'est qu'en se souvenant que l'on reste fidèle, et ce n'est qu'en étant fidèle que l'on demeure droit.

L'enracinement dans notre histoire est la condition de l'ouverture à celle des autres.

L'Indonésie est l'invité d'honneur de cette édition 2025. Nation du Pacifique, la France accueille ce grand pays avec respect et amitié. Ce choix illustre notre volonté de continuer à renforcer nos partenariats stratégiques en Indopacifique, mais aussi notre attachement de longue date au multilatéralisme, à la coopération entre les nations et à l'équilibre international par la résolution pacifique des conflits.

À tous ceux qui défilent aujourd'hui, à nos militaires où qu'ils se trouvent dans le monde, à toutes les familles qui les soutiennent, à tous les Français, je souhaite une belle fête nationale.

Vive la République !

Vive la France !

Emmanuel Macron



PRÉFACE DE MONSIEUR SÉBASTIEN LECORNU, MINISTRE DES ARMÉES



Nos armées sont engagées au service de la France tous les jours de l'année. Le 14 Juillet, la Nation exprime sa reconnaissance aux hommes et aux femmes qui risquent leur vie pour nous protéger. Nos militaires défendent nos couleurs et notre liberté partout dans le monde, sur terre, en mer et dans les airs. Ils portent la flamme des combattants tombés ou blessés au champ d'honneur, spécialement en cette année marquée par le double centenaire de l'association « La Flamme sous l'Arc de Triomphe » et du Bleu de France. Nos armées incarnent notre fierté et notre unité.

Dans un monde de plus en plus incertain et dangereux où la loi du plus fort fragilise le droit international, nos armées se renforcent pour faire face aux menaces liées à la guerre hybride, aux drones de nouvelle génération ou encore à l'émergence de nouveaux espaces de confrontation tels que le cyber, l'espace et la très haute altitude, ou encore les fonds marins. Grâce à l'effort budgétaire historique consenti par la Nation dans le cadre de la loi de programmation militaire, nous investissons dans la modernisation de nos armées. Cette transformation se traduit concrètement par des livraisons de nouveaux équipements et par des sauts stratégiques et tactiques à tous les niveaux, à l'instar de l'intégration de l'intelligence artificielle au service de la robotique et de l'autonomisation des plateformes, ou du développement de capteurs quantiques.

Ce défilé 2025 met en lumière le niveau élevé d'engagement opérationnel de nos soldats, aviateurs et marins, à l'étranger et sur le territoire national, y compris en appui direct aux populations en métropole et en Outre-mer, comme lors du passage du cyclone Chido à Mayotte, en décembre 2024. Les services de soutien et l'ensemble des entreprises de la base industrielle de défense y contribuent directement, en appui des forces opérationnelles. De son côté, la Délégation générale pour l'armement (DGA) joue un

rôle déterminant dans le chantier de l'économie de guerre, avec d'importants progrès réalisés cette année en matière de cadence et de délais de production. La solidarité stratégique avec nos partenaires est aussi un axe fort de ce défilé 2025. Grand partenaire de la France, l'Indonésie est à l'honneur cette année. A nos côtés également, nos alliés belges et luxembourgeois, dans le cadre du programme CaMo dont l'ambition est de bâtir une capacité terrestre européenne intégrée. La frégate *Auvergne* et les avions de patrouille maritime ATL2 qui ont été déployés en mer Baltique cette année rappellent la présence accrue de nos forces à l'Est de l'Europe aux côtés de nos partenaires et alliés de l'OTAN.

Ce défilé marque enfin le rôle essentiel des armées dans la cohésion nationale. Creuset de jeunesse et de diversité, l'armée est une formidable école de l'engagement, comme en témoignent nos écoles militaires à la pointe de l'excellence, et l'ensemble des volontaires engagés dans les dispositifs du service militaire adapté ou du service militaire volontaire. La réserve opérationnelle poursuit également sa montée en puissance avec plusieurs milliers de nouvelles candidatures reçues ces derniers mois.

Nos armées offrent une place unique à chacune et à chacun et une même mission à tous, celle de faire rayonner l'idéal français de liberté, d'égalité et de fraternité.

Venez découvrir nos armées à l'Hôtel national des Invalides toute la journée du 14 Juillet.

Bonne fête nationale ! Vive la République ! Vive la France !

Sébastien Lecornu





DES ARMÉES ENGAGÉES EN OPÉRATION SUR TOUS LES THÉÂTRES

Missions permanentes. Opérations ponctuelles. En France. À l'étranger. Dans les milieux terrestre, maritime, aérien et dans les champs spatial et cyber. Les armées sont engagées sur tous les théâtres.

Sur le territoire national, elles veillent sur leurs concitoyens : dissuasion nucléaire, sécurisation de l'espace aérien et des approches maritimes, opération SENTINELLE, Jeux olympiques et paralympiques de Paris ou encore sécurisation du port spatial européen (Guyane). À la suite du passage du cyclone Chido à Mayotte, dans un cadre interministériel, elles ont organisé un pont aérien et maritime, ainsi qu'un soutien logistique et médical aux populations sinistrées. Un bataillon « reconstruction » est encore déployé.

Les armées françaises remplissent des missions de souveraineté autour du globe, protégeant nos territoires et nos zones économiques exclusives.

En Europe, au sein de l'OTAN, elles veillent à la sécurité du territoire et des populations de l'Alliance. Dans ce cadre, elles s'engagent pour la sécurité collective, sur mer et dans les airs par des opérations permanentes et une série d'exercices majeurs, démontrant l'efficacité opérationnelle des armées de l'OTAN, aptes à s'engager immédiatement dans tous les milieux et à défendre ensemble chaque parcelle de l'Alliance. Les armées françaises sont aussi intégrées au sein des missions de stabilisation de l'Union européenne.

Dans le cadre du soutien résolu de la France à l'Ukraine, en plus des cessions de matériels aux forces armées ukrainiennes, elles ont formé plus de 18 000 soldats ukrainiens, notamment à travers

la mission d'assistance militaire de l'Union européenne en soutien à l'Ukraine (EUMAM). Ces actions témoignent de l'engagement déterminé des armées françaises.

En Afrique, à la suite de l'évolution de ses engagements et prenant acte d'une intensification de la compétition stratégique et des manœuvres d'instrumentalisation, la France adopte une nouvelle approche. Les armées contribuent à cette stratégie interministérielle en mettant en œuvre une coopération militaire renouvelée, cohérente et bilatérale. Avec un dispositif plus flexible, les armées appuient leurs partenaires de manière souple et ajustée dans des partenariats refondus, agiles, réactifs et coconstruits.

Depuis le début de la crise au Proche-Orient et au Moyen-Orient, les armées participent à la posture de « puissance d'équilibres » énoncée par le Président de la République. Ainsi, elles ont apporté un soutien humanitaire concret aux populations touchées par le conflit et déployé un dispositif robuste, adaptable et réactif dans la région pour participer à contenir les hostilités et éviter un embrasement régional.

Enfin dans la zone Indopacifique, le déploiement du groupe aéronaval CLEMENCEAU 25 et la mission PÉGASE 24 sont venus démontrer la détermination des armées françaises à œuvrer pour la préservation du *statu quo* reposant sur la primauté du respect du droit international.

Au total, près de 30 000 militaires français sont ainsi engagés au quotidien sur l'ensemble du spectre des opérations.





LE DÉFILÉ DU 14 JUILLET : SON SENS, SON HISTOIRE

Chaque année depuis 1880, les Français célèbrent leur fête nationale le 14 juillet.

Symbole de l'histoire et de l'unité du pays autour de valeurs communes, cette célébration prend traditionnellement la forme d'un grand défilé militaire. D'abord organisé sur l'hippodrome de Longchamp, le défilé se tient après 1919 sur les Champs-Élysées, en écho à la victoire de la Grande Guerre. Dès lors, les troupes françaises parcourent triomphalement Paris d'ouest en est, de la place de l'Étoile à la place de la République et cette tradition perdure plus de 30 ans. Après la Seconde Guerre mondiale et jusqu'en 1980, le lieu de la parade change régulièrement, passant des Champs-Élysées au cours de Vincennes, aux Grands Boulevards et entre les places de la Bastille et de la République. C'est en 1980 que la cérémonie se fixe définitivement sur l'avenue des Champs-Élysées.

Ce défilé militaire du 14 Juillet est devenu le rendez-vous incontournable des Français avec leur armée.

Il honore les femmes et les hommes qui sont engagés au service de la France et des Français. Chaque année, il est l'occasion de faire découvrir au plus grand nombre les équipements des armées, ainsi que les unités mobilisées lors des missions et opérations en France comme à l'étranger.

Chaque édition comporte ses spécificités. Aussi, le défilé des troupes à pied est ouvert cette année par un détachement franco-finlandais de la *Force commander reserve* de la Force intérimaire des nations unies au Liban (FINUL). La dimension internationale sera aussi incarnée par une compagnie belgo-luxembourgeoise et par la présence de plusieurs aéronefs étrangers de nos partenaires européens.

Les dispositifs d'insertion des jeunes Français seront aussi mis à l'honneur, avec la participation d'un détachement du Service militaire volontaire et du Service militaire adapté.



VISUEL DU 14 JUILLET 2025



Le visuel du 14 juillet 2025 reprend le Bleu et de France, mis à l'honneur dans le cadre de son centième anniversaire. Entre ces symboles, des militaires des trois armées, portant les armes de la France, incarnent la jeunesse et la nécessaire transmission des valeurs entre le passé et le présent.



PRÉSENTATION DES AUTORITÉS MILITAIRES CHARGÉES DU DÉFILÉ



Sous l'autorité du Président de la République et du Gouvernement, et sous réserve des dispositions particulières relatives à la dissuasion, le Chef d'état-major des armées (CEMA) est responsable de l'emploi des forces et assure le commandement des opérations militaires. Conseiller militaire du Gouvernement, il est également responsable de l'organisation interarmées et générale des armées. Il est responsable de l'expression du besoin en matière de ressources humaines civiles et militaires des armées et des organismes interarmées, ainsi que de la condition militaire et du moral des armées et organismes interarmées. Il définit le format d'ensemble des armées et assure leur cohérence capacitaire ainsi que la préparation et la mise en condition d'emploi des armées, dont il définit les objectifs, et contrôle leur aptitude à remplir leurs missions. Il est responsable du soutien des armées et en fixe, à ce titre, l'organisation générale et les objectifs. Il assure la direction générale de la recherche et de l'exploitation du renseignement et a autorité sur la Direction du renseignement militaire (DRM). Il est enfin chargé des relations avec les armées étrangères et les structures militaires de l'Union européenne et de l'OTAN.

Il a autorité sur les chefs d'état-major des trois armées, les Commandants supérieurs dans les départements et régions d'Outre-mer (COMSUP), les commandants des forces françaises à l'étranger et les Officiers généraux de zone de défense et de sécurité (OGZDS).

Depuis le 22 juillet 2021, le chef d'état-major des armées est le général d'armée Thierry Burkhard.

Le défilé militaire annuel du 14 Juillet est organisé par le Gouverneur militaire de Paris (GMP). Historiquement chargé de la défense de Paris, il endosse aujourd'hui des missions à la fois opérationnelles

et protocolaires. Le GMP coordonne les moyens militaires mis à la disposition de l'autorité civile, porte secours à la population en cas d'événement climatique et commande l'opération SENTINELLE en Île-de-France, laquelle est chargée, depuis 2015, de protéger les Franciliens de la menace terroriste. Il est aussi le garant de la mémoire collective militaire et civile. En conséquence, il est responsable des commémorations ponctuant le calendrier mémoriel (8 Mai, 18 Juin, 11 Novembre) ainsi que des hommages nationaux au cours desquels les honneurs funèbres militaires sont rendus aux hautes autorités de l'État et aux militaires morts pour la France. Le GMP participe également à l'accueil républicain des chefs d'État étrangers en voyage officiel.

Depuis le 1^{er} octobre 2024, le gouverneur militaire de Paris est le général de corps d'armée Loïc Mizon, également Officier général de la zone de défense et de sécurité (OGZDS) de Paris et Commandant de zone terre Île-de-France (COMZT).

Le défilé à pied du 14 Juillet est commandé chaque année par le Général adjoint engagements (GAE), adjoint de l'OGZDS de Paris. À ce titre, le GMP lui confie la conduite des opérations militaires à Paris et en Île-de-France, au premier rang desquelles l'opération SENTINELLE. Il pilote également le dialogue civilo-militaire, notamment avec la Préfecture de Police de Paris et les préfectures de Petite et Grande Couronnes.

Le général adjoint engagements est le général de brigade Antoine de Loustal, en poste depuis le 16 septembre 2024.



DÉROULEMENT DU DÉFILÉ

9h55

Arrivée du Président de la République, place Charles-de-Gaulle. Accueil par le général d'armée Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, accompagné du général de corps d'armée Loïc Mizon, gouverneur militaire de Paris.

10h00

Phase initiale : centenaire de l'association « La Flamme sous l'Arc de Triomphe », place Charles-de-Gaulle.

10h07

Revue des troupes par le Président de la République.

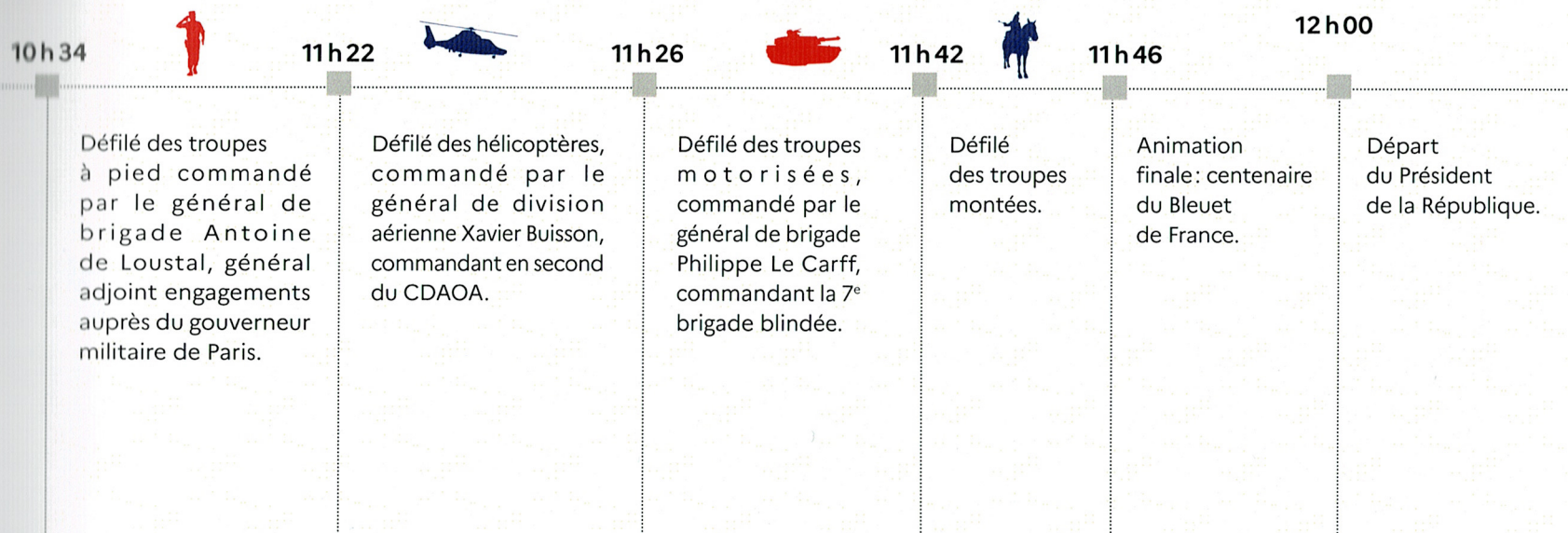
10h17

Honneurs rendus au Président de la République, place de la Concorde, par les 1^{er} et 2^e régiments d'infanterie de la Garde républicaine.

10h25

Défilé des avions, commandé par le général de division aérienne Xavier Buisson, commandant en second du Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA).









PHASE INITIALE : CENTENAIRE DE L'ASSOCIATION « LA FLAMME SOUS L'ARC DE TRIOMPHE »

Après la Première Guerre mondiale, la France a décidé d'honorer ses soldats tombés pour la Patrie en inhumant un soldat inconnu sous l'Arc de Triomphe, le 11 novembre 1920, lors d'une cérémonie officielle.

En 1923, la sépulture fut rehaussée d'une « Flamme éternelle », ravivée quotidiennement afin de symboliser le souvenir des sacrifices consentis.

L'année 1925 voit ensuite la naissance du comité de « la Flamme sous l'Arc de Triomphe », qui se voit confier la charge d'organiser le rituel quotidien du ravivage, et de sensibiliser le public à cette tradition, au titre de la cohésion nationale.

En l'honneur de son rôle crucial de préservation de la mémoire des conflits du XX^e siècle, la séquence initiale du défilé du 14 juillet 2025 met en exergue le centenaire du comité.

Après avoir remonté l'avenue de Friedland en cortège, le Président de la République est déposé sur la place Charles-de-Gaulle, où il est accueilli par le chef d'état-major des armées et le gouverneur militaire de Paris, pour une phase inédite, au cours de laquelle le Président de la République va remettre au comité un nouveau glaive. Ceci marquera de manière symbolique la dynamique existante depuis 100 ans en lui donnant un nouveau souffle.

Des bleuets seront ensuite déposés sur la tombe du soldat inconnu pour marquer la mémoire et la transmission.

À la fin de la musique *Tout feu, tout flamme*, spécialement composée pour l'occasion, le Président de la République, le chef d'état-major des armées et le gouverneur militaire de Paris quittent le parvis de l'Arc de Triomphe pour la revue des troupes.



DÉFILÉ DES AVIONS



Défilé avions	25	Patrouille et surveillance maritime.....	35
Schéma du défilé aérien – avions	26	Projection de force	36
La Grande Dame	28	Assaut et appui outre-mer	37
Défense aérienne	29	Transport aérien militaire	38
Dissuasion aéroportée	30	Reconnaissance - Renseignement	39
Supériorité aérienne	31	Lutte contre les incendies	40
Innovation aérienne	32		
Formation de l'aviation de chasse	33		
Groupe aérien embarqué	34		



DÉFILÉ DES AVIONS



Le défilé aérien du 14 Juillet se déroule en deux grandes phases distinctes. Il débute par le passage des avions, soit 63 avions français et 5 avions étrangers. Il est découpé en treize tableaux.

L'ouverture du défilé est assurée par les 8 Alphajet de la Patrouille de France.

- La **défense aérienne** sera mise à l'honneur avec 1 AWACS, 1 Rafale B, 2 Mirage 2000-5, 2 Rafale C ainsi que 1 Typhoon espagnol, 1 allemand, 1 britannique et un F18 suisse.
- La **dissuasion aéroportée** rendra hommage au ravitailleur KC135, retiré du service en juin, faisant place à l'A330 MRTT Phénix. Il sera accompagné de 4 Rafale B.

La Brigade aérienne de l'aviation de chasse (BAAC) illustrera ensuite la **supériorité aérienne**, mettant en scène 1 A330 MRTT Phénix, 1 Rafale, 1 Rafale B et 2 Mirage 2000D.

Le Centre d'expertise aérienne militaire (CEAM), fera ensuite défiler 1 A400M Atlas, 2 Rafale et 1 Mirage 2000D dans un volet **innovation aérienne militaire**.

- La **formation de l'aviation de chasse** sera mise en avant avec un tableau composé de 2 Alphajet, 2 Rafale B, 2 Mirage 2000B et 2 PC21.
- La Marine nationale défile cette année dans deux tableaux. Le premier démontrera l'expertise de son **Groupe aérien embarqué (GAé)** avec 5 Rafale M, 1 E2C et 1 Dassault Falcon 10. Le second présentera 1 Atlantique 2 et 1 Falcon 50, avions dédiés à la **patrouille et à la surveillance maritime**.
- L'armée de l'Air et de l'Espace illustrera ensuite sa capacité à intervenir rapidement et sur de longues distances grâce à trois tableaux: la mission de **projection de force** avec 3 A400M Atlas,

dont 2 en configuration de ravitaillement en vol et 1 A400M Atlas espagnol; la mission d'**assaut et d'appui outre-mer**, avec 1 C-130J, 2 CASA et 1 Facon; et le **transport aérien militaire**, assuré par 2 TBM 700, 1 Xingu et 2 SR22.

- La 33^e Escadre de surveillance, de reconnaissance et d'attaque (33^e ESRA) présentera le tableau **reconnaissance et renseignement** avec un Avion léger de surveillance et de reconnaissance (ALSR VADOR) accompagné d'un drone MQ-9 Reaper.

Enfin, la Sécurité civile mettra en avant son rôle avec la présentation d'un Dash 8, un avion polyvalent essentiel dans la **lutte contre les incendies**.

QUELQUES CHIFFRES:

Détail des aéronefs

68 avions : 53 de l'armée de l'Air et de l'Espace, 9 de la Marine nationale, 1 de la Sécurité civile, 2 de l'armée espagnole, 1 de l'armée allemande, 1 de l'armée britannique et 1 de l'armée suisse

Altitude

environ 1 000 pieds, soit 305 mètres

Vitesse

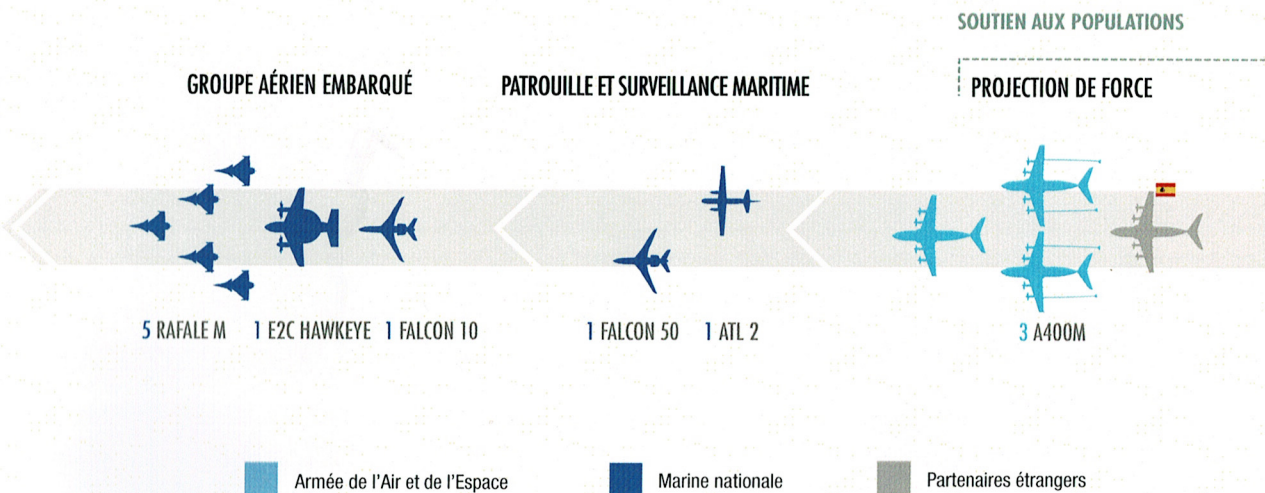
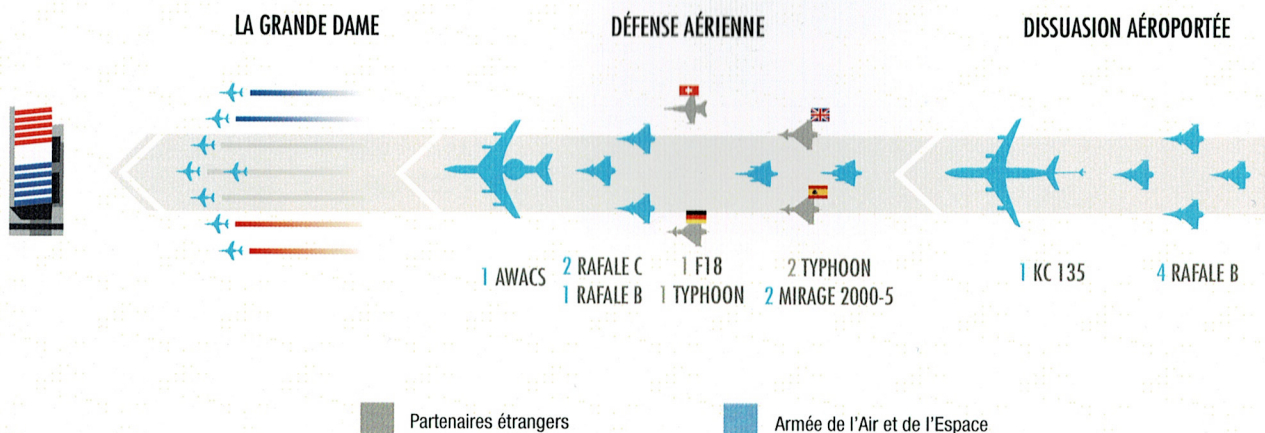
- Avions à hélices : 180 nœuds, soit environ 330 km/h

Distances

- Entre les aéronefs : 3 à 20 mètres environ
 - Entre deux blocs avions : environ 40 secondes de vol, donc entre 6km (aviation de chasse) et 3.6 km (aviation de transport tactique)
- Distance du défilé : 7 km (de la Défense à la Concorde)



OUVERTURE DU DÉFILÉ

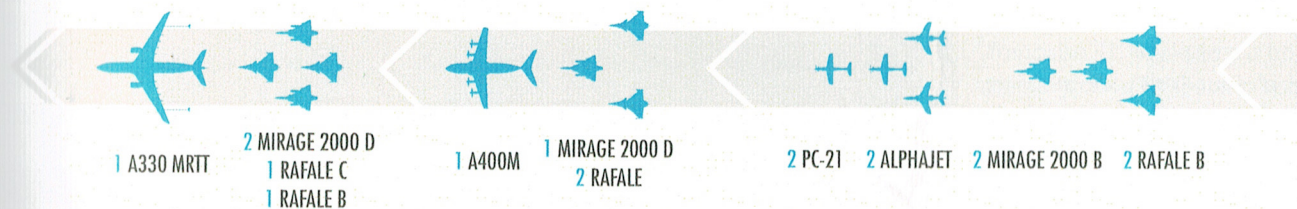




SUPÉRIORITÉ AÉRIENNE

INNOVATION AÉRIENNE MILITAIRE

FORMATION DE L'AVIATION DE CHASSE



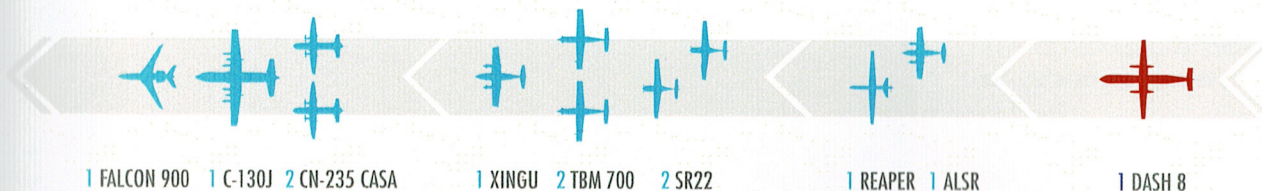
Armée de l'Air et de l'Espace

ASSAUT ET APPUI OUTRE-MER

TRANSPORT AÉRIEN MILITAIRE

RECONNAISSANCE - RENSEIGNEMENT

LUTTE CONTRE LES INCENDIES



Armée de l'Air et de l'Espace

Sécurité civile

CLÔTURE
DU DÉFILÉ



LA GRANDE DAME

La Patrouille acrobatique de France (PAF), installée sur la Base aérienne 701 (BA 701) de Salon-de-Provence, est l'une des unités ambassadrices de l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE). Composée de neuf pilotes à bord d'Alpha Jet, son aéronef emblématique, et d'une quarantaine de mécaniciens, elle reflète le savoir-faire de l'armée de l'Air et de l'Espace. Cette année, la PAF survolera les Champs-Élysées en ouverture du défilé aérien dans une formation à huit avions dite « Grande flèche ».

Aux commandes de leurs Alpha Jet, les pilotes ont deux missions principales : faire vivre le lien entre la société civile et les armées et montrer l'excellence de l'aéronautique française et des aviateurs qui œuvrent au quotidien pour l'institution. Les démonstrations de la PAF sont l'occasion d'illustrer l'exigence nécessaire aux missions opérationnelles de l'AAE. Les pilotes et mécaniciens de la PAF de toutes spécialités sont issus d'escadrons de combat et ont vocation à y retourner après leur affectation au sein de la Grande Dame.



Défense aérienne

L'année 2025 marque les 80 ans de la défense aérienne française. Officialisée par un décret signé en janvier 1945 par le général de Gaulle, la création du commandement de la défense aérienne du territoire, rattachée au ministère de l'Air, est actée.

Inspirée de l'efficacité britannique lors de la bataille d'Angleterre, la France a bâti une organisation robuste s'appuyant sur un maillage radar, un traitement en temps réel des données et une chaîne de commandement et de conduite (C2) des opérations aériennes unifiée, capable de traiter toute menace dans l'espace aérien national.

Créé en 1994, le Commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA) assure, entre autres missions, celle de la défense aérienne, qui dépasse le seul cadre militaire: elle englobe la police du ciel, l'assistance aux aéronefs en détresse, les opérations de secours terrestres ou maritimes, et les Dispositifs particuliers de sûreté aérienne (DPSA). Grâce au C2 actif 24h/24, ces missions combinent efficacement moyens civils et militaires. Aujourd'hui, la Posture permanente de sûreté-Air (PPS-A), mission prioritaire de l'armée de l'Air et de l'Espace, protège l'espace aérien national et en garantit la souveraineté.





Dissuasion aéroportée

Créées en 1964, les Forces aériennes stratégiques (FAS) assurent sans interruption depuis cette date la permanence de la dissuasion nucléaire aéroportée française. Clé de voûte de la stratégie française de défense, la dissuasion nucléaire consiste à faire craindre « des dommages absolument inacceptables » à tout État qui envisagerait de s'en prendre à nos intérêts vitaux.

Grâce au triptyque Rafale – missile ASMP-A – ravitailleur MRTT Phénix et par leur caractère réactif et réversible, les FAS offrent des modes d'action singuliers et variés. Atout majeur du dialogue dissuasif, elles permettent une montée en puissance ostensible, démontrant ainsi la détermination du Président de la République, chef des armées.

La polyvalence des aéronefs permet aux FAS d'intervenir également sur l'ensemble des missions conventionnelles de l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE). Cette dualité garantit la crédibilité globale de l'AAE, où les FAS sont des forces robustes, redoutables et reconnues.

Cet été, les FAS célèbrent le retrait de service du KC-135RG. À cette occasion, il est représenté aujourd'hui pour la dernière fois, accompagné du MRTT Phénix et des Rafale B.





Supériorité aérienne

La supériorité aérienne est la capacité à dominer l'espace aérien dans un conflit, permettant des actions militaires face à une opposition. Contrairement à la suprématie aérienne, elle n'est acquise que pour un temps et un espace donnés, permettant l'action de forces terrestres et logistiques. Pour garantir cette supériorité, il est nécessaire d'empêcher l'adversaire d'agir dans la troisième dimension, par exemple en neutralisant ses défenses antiaériennes.

Cette opération est rendue possible par l'utilisation offensive de la puissance aérienne, soutenue par des avions de combat et des systèmes de ravitaillement comme l'A330 MRTT Phénix.

Depuis 2021, les forces aériennes françaises ont intensifié leur engagement avec des exercices comme ATLANTIC TRIDENT, visant à améliorer leur capacité à opérer en haute intensité. La mise en œuvre de ces matériels et la formation continue des pilotes assurent une réactivité optimale face aux nouvelles menaces, contribuant ainsi à la protection de la souveraineté nationale et à l'appui des opérations extérieures en cours.



Innovation aérienne militaire

Depuis 1933, le Centre d'expertise aérienne militaire - *Air warfare center* (CEAM-AWC) est un acteur central du développement capacitaire, garant des capacités opérationnelles mises en service dans le respect du besoin des forces. Jouant un rôle prépondérant dans les activités de préparation de l'avenir au sein de l'armée de l'Air et de l'Espace, le CEAM est investi dans le domaine transverse du numérique, notamment pour ce qui concerne l'intelligence artificielle et le traitement de la donnée.

Le CEAM a renforcé le rôle de l'innovation et instauré des projets agiles, permettant d'offrir aux forces et aux industriels des opportunités d'accélérer le développement de technologies et d'équipements, afin de toujours mieux répondre aux besoins opérationnels. Le CEAM est composé de 720 personnes dans 40 unités, majoritairement installées sur la base aérienne 118 de Mont-de-Marsan, comme l'Escadron de chasse et d'expérimentation (ECE) 1/30 « Côte d'Argent » chargé de la réception et de l'expérimentation, notamment des nouveaux standards Rafale F4.



Formation de l'aviation de chasse

Ces aéronefs assurent la formation des pilotes de chasse et des navigateurs de combats :

- Les PC21 de l'École de l'aviation de chasse (EAC), base aérienne 709 de Cognac (Charente) : depuis plus de 80 ans, l'EAC forme les équipages aux savoir-faire fondamentaux et spécifiques de l'aviation de chasse ;
- Les Rafale B de l'Escadron transformation Rafale (ETR) 3/4 « Aquitaine », base aérienne 113 de Saint-Dizier (Haute-Marne) : l'ETR assure la formation des pilotes issus de l'EAC aux spécificités du Rafale et forme les équipages de la brigade aérienne de l'aviation de chasse, des forces aériennes stratégiques, de l'aéronavale et des nations utilisatrices ;
- Les Mirage 2000B de l'Escadron de chasse (EC) 2/3 « Champagne », de la base aérienne 133 de Nancy-Ochey (Meurthe-et-Moselle) : avec sa mission d'assaut conventionnel sur Mirage 2000D, le 2/3 assure la transformation des équipages sur Mirage 2000 (M 2000D et M 2000-5 de défense aérienne) ;
- Les AlphaJet de l'EC 3/8 « Côte d'or », base aérienne 120 de Cazaux (Gironde) : depuis la réorganisation des cursus et la reprise de la mission par le PC21, l'unité participe à la préparation des forces en figurant « l'ennemi » et à la formation de nations partenaires.





Groupe aérien embarqué

Le Groupe aérien embarqué (GAé) est composé de Rafale Marine (RFM), d'avions de guet aérien E-2C Hawkeye, ainsi que d'hélicoptères Dauphin et Caïman Marine qui assurent des missions logistiques, de lutte antinavire et de récupération de personnel en cas d'éjection.

Les RFM sont capables de remplir un large éventail de missions, et les E-2C assurent des missions de détection, de commandement et de contrôle des opérations.

Les avions et les marins du GAé sont basés en Bretagne, sur la base d'aéronautique navale de Landivisiau (Finistère), et embarquent sur le porte-avions *Charles de Gaulle* pour en devenir son bras armé lorsqu'il part en mission.

Déployés jusqu'à plusieurs milliers de kilomètres autour du porte-avions, les RFM contribuent à la dissuasion nucléaire grâce à leur capacité d'emport du missile ASMP-A rénové. Ils participent à la projection de puissance en mer et vers la terre (lutte antinavire, frappes au sol, etc.), mais aussi à la maîtrise de l'espace aéromaritime (défense et supériorité aérienne, commandement et contrôle, etc.).

Le renseignement militaire est aussi une des missions menées par le GAé. Ceux qui servent dans l'aéronautique navale sont surnommés les « marins du ciel ».





Patrouille et surveillance maritime

La mission de patrouille maritime est actuellement remplie par une flotte de 22 avions Atlantique 2 (ATL2) opérant au sein de la Marine nationale depuis la base d'aéronautique navale de Lann-Bihoué (Morbihan).

L'ATL2, mis en œuvre par les flottilles 21F et 23F, est prioritairement destiné à la lutte anti-sous-marin et à la lutte antinavire ainsi qu'au recueil de renseignement. Il opère également en soutien des troupes terrestres et contribue à l'action de l'État en mer.

Le Falcon 50M, mis en œuvre par la flottille 24F, est un avion de surveillance maritime et de secours en mer. Il est chargé de diverses missions comme la recherche et le sauvetage en mer, la surveillance des pêches et des zones économiques exclusives, la lutte contre la pollution, la surveillance de la navigation maritime et la lutte contre le narcotrafic. C'est notamment grâce à son action que la Marine nationale sauve plus de 300 vies par an.

Les ATL2 sont déployés en Méditerranée centrale et orientale depuis la Grèce ou dans le golfe Arabo-Persique. Les F50M opèrent dans le golfe de Guinée, en zone Antilles-Guyane ou encore dans la zone sud de l'océan Indien (Mayotte).

À l'été 2025, après 40 années de service, le Falcon 200 Guardian a commencé son retrait du service actif. À cette même date, les forces armées en Polynésie française ont vu arriver le Falcon 50 Marine Triton.



Projection de force

La projection de force désigne la capacité à intervenir sous court préavis et en autonomie dans une zone de conflit ou de tensions. Pilier de l'action aérienne, cette capacité à agir vite et loin est démontrée par l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE) au travers de missions ou d'exercices internationaux. Cette projection de puissance repose sur le trinôme A330 MRTT Phénix – Rafale – A400M Atlas. L'exercice annuel PÉGASE 2024 a permis de déployer en juillet et août 2024 jusqu'à sept Rafale, cinq A400M et quatre A330 dans dix pays ou territoires ultramarins d'Asie, d'Amérique et d'Océanie.

En mai 2024, sept A400M ont permis la projection massive, en moins d'une semaine, de matériels et personnel des forces de sécurité vers la Nouvelle-Calédonie. Cette crise illustre la capacité de l'AAE à déployer rapidement sur de longues distances des moyens humains et matériels, grâce à la capacité de ravitaillement en vol et de transport de ses appareils.

Le bloc défilant comprend trois A400M de la 61^e escadre de transport, dont deux en configuration ravitailleur au profit d'avions de chasse ou d'autres A400M.





Assaut et appui Outre-mer

La brigade aérienne d'assaut et de projection assure notamment le soutien aérien intrathéâtre des opérations militaires. Ces missions sont assurées par des appareils aux capacités variées et complémentaires.

Prépositionné sur l'ensemble des territoires Outre-mer, le Casa CN-235 concourt régulièrement aux évacuations sanitaires ou au soutien humanitaire dans les régions isolées. En décembre 2024, les deux Casa basés à La Réunion ont ainsi permis d'apporter une aide immédiate aux populations de Mayotte, après le passage du cyclone Chido.

De capacité intermédiaire, le C-130J Hercules dispose de systèmes de navigation et d'autoprotection avancés qui lui permettent d'évoluer dans les zones de conflit. Jusqu'au début de l'année 2025, il s'agissait en outre du seul avion de l'armée de l'Air et de l'Espace capable de ravitailler en vol des hélicoptères. Cette capacité est désormais partagée avec l'A400M.

Enfin, le rayon d'action des Falcon médicalisés permet, si nécessaire, des rapatriements sanitaires vers la France métropolitaine. En alerte sept jours sur sept, les équipages de l'escadron de transport 60 et de l'escadrille aéro-sanitaire ont réalisé plus de 200 missions d'évacuation sanitaire ces cinq dernières années.



Transport aérien militaire

La mission de transport aérien militaire, créée en 1945, a évolué pour jouer un rôle crucial dans la projection de forces et la logistique militaire, tout en étant un vecteur de solidarité lors de catastrophes naturelles. La formation du personnel navigant débute sur la base aérienne 701 de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône) avec le Cirrus SR20 et le SR22, offrant des performances adaptées pour se préparer aux défis du transport aérien. Les équipages spécialisés en transport continuent leur formation sur la base aérienne 702 d'Avord (Cher) sur le Xingu, équipé d'un cockpit à double commande, pour une durée de 12 à 15 mois. Le brevet de pilote de transport est obtenu après environ 3 ans de formation.

Les missions de l'aviation de transport sont variées, de la liaison au poser d'assaut, du vol tactique au largage de parachutistes, elles évoluent avec les modernisations successives de la flotte d'avion. Cette diversité offre aux pilotes un parcours varié et des évolutions de carrière leur permettant de devenir commandant de bord ou changer d'appareil.

Le TBM 700, présenté dans ce tableau, est un avion utilisé pour le transport des autorités civiles et militaires.





Reconnaissance - Renseignement

La 33^e Escadre de surveillance, de reconnaissance et d'attaque (33^e ESRA) est le centre névralgique du renseignement en temps réel de l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE). Située sur la base aérienne 709 de Cognac (Charente), elle remplit des missions de surveillance, de reconnaissance et de frappes de précision. Composés de 500 aviateurs répartis en 5 escadrons, les effectifs de la 33^e ESRA s'appuient sur 12 drones MQ-9 Reaper et 2 avions légers de surveillance et de reconnaissance.

Engagée dans les opérations en bande sahélo-saharienne durant plus de dix ans, la 33^e ESRA a contribué à la lutte contre les menaces terroristes. En 2024, son déploiement sur la base aérienne 126 de Solenzara (Corse du Sud) a démontré sa capacité à se projeter rapidement. Elle participe régulièrement à des exercices, renforçant l'interopérabilité des équipages et des moyens de renseignement, de surveillance et de reconnaissance. En décembre 2024, le Reaper change de version et passe au *block 5 Extended Range*. Il peut désormais effectuer jusqu'à 32 heures de vol, contre 20 heures auparavant, et détient la capacité d'emporter d'autres types d'armements.



Lutte contre les incendies

La flotte d'avions de la Sécurité civile est constituée de Canadair, de Dash et de Beechcraft. Ces appareils sont utilisés pour combattre les feux de forêt, mais également pour le transport du personnel et du fret lors des missions en France et à l'international.

Utilisé pour l'attaque directe des feux de forêt, le Canadair CL415 est un avion amphibie qui peut effectuer 14 largages par heure. Le Beechcraft 200 Super King Air est, quant à lui, un avion biturbopropulseur qui permet le transport de passagers et de fret. C'est une tour de contrôle mobile, qui facilite la coordination et le commandement des opérations aériennes lors des feux de forêt.

Cette année, le bloc aéroporté de la Sécurité civile est représenté par un Dash 8-Q400. Cet avion de ligne transformé en aéronef bombardier d'eau assure également le guet aérien armé, ainsi que des missions de transport de personnes et de matériels. Deux Dash ont notamment été mobilisés après le passage du cyclone Chido à Mayotte afin d'assurer, en coordination avec la préfecture, l'État-major de zone et de protection civile de l'océan Indien et l'ensemble des acteurs engagés, un pont aérien entre Mayotte et La Réunion pour acheminer des personnels, du matériel et du fret. En 2024, les 8 Dash de la Sécurité civile ont réalisé 980 heures de vol.







TROUPES À PIED



Troupes mises à l'honneur	47
École polytechnique	48
Académie militaire de	
Gendarmerie nationale	49
École spéciale militaire de Saint-Cyr	50
École militaire interarmes	51
École militaire des aspirants de Coëtquidan	52
École navale	53
École de l'air et de l'espace	54
École nationale supérieure	
de techniques avancées	55
École des commissaires des armées	56
Académie de santé des armées	57
École de gendarmerie de Chaumont	58
École nationale des sous-officiers d'active	59
École de maistrance	60
École de formation des sous-officiers de	
l'armée de l'Air et de l'Espace	61
École militaire préparatoire technique	62
École des mousses	63
École d'enseignement technique	
de l'armée de l'Air et de l'Espace	64
1 ^{er} et 2 ^e régiments d'infanterie de la Garde républicaine	65
Gendarmerie mobile	66
Compagnie belgo-luxembourgeoise	67
7 ^e brigade blindée, 1 ^{er} régiment de tirailleurs	
et 35 ^e régiment d'infanterie	68
1 ^{er} régiment de chasseurs et 5 ^e régiment de dragons	69
3 ^e régiment du génie et 68 ^e régiment	
d'artillerie d'Afrique	70
Brigade de sapeurs-pompiers de Paris	71
École des fusiliers marins	72
Frégate multimissions <i>Auvergne</i>	73
École des applications militaires de l'énergie	
et écoles de navigation sous-marine	74

Base d'aéronautique navale d'Hyères	75
Base aérienne 105 « Capitaine Viot »	76
Base aérienne 115 « Capitaine de Seynes »	77
Direction générale de l'armement	78
Groupement de soutien	
du commissariat d'Île-de-France	79
Service d'infrastructure de défense	80
Base pétrolière interarmées	81
Service de santé des armées	82
Direction générale de la Police nationale	83
École nationale supérieure de la police	84
École nationale de police de Nîmes	85
École nationale supérieure des officiers de	
sapeurs-pompiers	86
Bataillon des sapeurs-pompiers de France	87
Administration pénitentiaire	88
Direction générale des douanes et droits indirects	89
Pionniers de la Légion étrangère	90
Musique de la Légion étrangère	91
2 ^e régiment étranger de parachutistes	92





TROUPES MISES À L'HONNEUR: LES ARMÉES, OUTILS DE PUISSANCE D'ÉQUILIBRE

Au Liban, la France engage pleinement ses moyens pour soutenir la stabilité d'un pays partenaire et ami. Bras opérationnel de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL), la **Force Commander Reserve (FCR)** incarne cet engagement. Placé sous le commandement d'un état-major français, ce contingent franco-finlandais compte environ 800 militaires, prêts à intervenir à tout moment sur l'ensemble de la zone d'opérations, une zone qui s'étend de la *Blue Line* au sud au fleuve Litani au nord.

La **Flottille de lutte contre les mines (FLCM)** est la première unité de la Marine nationale équipée de drones dès le départ. Sa mission principale est de soutenir la dissuasion en sécurisant les voies maritimes d'accès au port militaire et à la rade de Brest. Elle peut aussi concourir à la protection des ports militaires ou d'intérêt vital, voire intervenir dans le cadre de missions expéditionnaires. Elle déploie pour cela tout ou partie de ses drones, comme son premier drone de surface Canopus ou ses drones sous-marins « A27 », et un centre de commandement portable. L'année 2025 marque le début de l'arrivée progressive du Système de lutte antimine du futur (SLAM-F) au sein de la FLCM.

La **base aérienne à vocation spatiale 101** a été inaugurée le 2 juillet 2025. Première base aérienne dédiée au spatial de l'armée de l'Air et de l'Espace, elle soutient l'action du Commandement de l'espace (CDE) au profit des armées et elle contribue ainsi à la maîtrise de l'espace. Les missions du CDE consistent à détecter les objets en orbite, à comprendre leurs manœuvres et les intentions associées, et, en cas de menace, à agir pour défendre les satellites d'intérêt.

Le **Service militaire adapté (SMA)** est un dispositif d'insertion socioprofessionnelle pour les jeunes ultramarins de 18 ans à 25 ans éloignés du marché de l'emploi. Il accueille chaque année 6000 bénéficiaires dont plus de 70 % sont insérés sur leur territoire. Le régiment du SMA de Nouvelle-Calédonie (RSMA-NC) est l'un des 7 régiments qui le composent. Depuis bientôt 40 ans, son approche globale est centrée sur le jeune, le développement d'un savoir-être et l'apprentissage d'un métier afin de lui permettre d'avoir une projection durable en tant qu'acteur de son territoire.

Le **Service militaire volontaire (SMV)** est un dispositif interarmées singulier combinant formation militaire et professionnelle dans le but d'insérer des Français, de 18 à 25 ans, en situation de décrochage et en quête de structuration personnelle, professionnelle et citoyenne. En 2024, 1488 volontaires ont été recrutés, 86 % des volontaires stagiaires ont connu une insertion positive et 15 % d'entre eux ont rejoint les armées. C'est la première fois que des stagiaires volontaires issus des 5 régiments et centres du SMV défilent.



École polytechnique

Fondée en 1794, l'École polytechnique est porteuse d'une tradition d'excellence scientifique et d'engagement au service de l'intérêt général. Militarisée par Napoléon en 1804, l'école surnommée « l'X » lui doit sa devise, « Pour la patrie, les sciences et la gloire », ainsi que son drapeau. Tous les élèves de première année du cycle ingénieur polytechnicien suivent une période de formation humaine militaire ou civile qui contribue à développer l'esprit de défense, le sens du service et la capacité de résilience.

Sa pluridisciplinarité scientifique alliée à une formation humaine et militaire est ce qui distingue l'École polytechnique des autres écoles. À travers cela, elle promeut des valeurs essentielles pour faire face aux défis du XXI^e siècle et elle forme des ingénieurs conscients du monde qui les entoure et du rôle qu'ils auront à jouer.

La promotion X24 est la dernière à défiler sous l'autorité du colonel Thibault Capdeville, chef de corps de l'École polytechnique. Il quitte ses fonctions après quatre ans pendant lesquels il a su, avec brio, transmettre aux élèves polytechniciens les valeurs de l'institution et les préparer à accéder à de hautes responsabilités civiles ou militaires.





Académie militaire de la Gendarmerie nationale

L'Académie militaire de la Gendarmerie nationale (AMGN) accueille des officiers en formation initiale, des stagiaires en formation continue, des Officiers de gendarmerie rang (OGR), des officiers ingénieurs (X-IETA) et des Élèves officiers de réserve (EOR).

Le degré d'exigence, le haut niveau d'enseignement et l'expertise professionnelle des instructeurs en font une école d'excellence. L'AMGN propose un MBA « Management de la sécurité » accessible aux cadres dirigeants des secteurs public et privé, cursus diplômant, ouvert sur l'international, au cœur du continuum de sécurité et de défense. Le Centre de recherche de la Gendarmerie nationale (CRGN) est adossé à l'AMGN, tout comme le musée de la Gendarmerie nationale, musée de France ayant un statut public.

Des procédés pédagogiques modernes et un réseau de partenaires dynamique permettent de renforcer la qualité de la formation de l'AMGN qui repose sur la militarité pour instruire des chefs éclairés exerçant dans un cadre éthique et déontologique affirmé. L'AMGN dispose d'infrastructures adaptées (14 amphithéâtres, 10 salles de groupe, des installations sportives : dojo, salle de musculation, gymnase, parcours urbain, pistes d'audace, parcours de préparation opérationnelle, mise en situation avec et sans arme). Installée depuis 80 ans à Melun, l'AMGN y organise en juin l'exercice annuel interarmées, interservices et interallié ÉGIDE, exercice grandeur nature de restitution opérationnelle.



École spéciale militaire de Saint-Cyr

La devise de l'École spéciale militaire (ESM), « Ils s'instruisent pour vaincre », traduit l'esprit de cette glorieuse école fondée en 1802 par Napoléon, alors Premier consul.

Grande école d'enseignement supérieur, l'ESM, forme des officiers destinés à encadrer et commander les unités opérationnelles de l'armée de Terre. Ces officiers sont ensuite voués à assurer des fonctions croissantes de conception et de direction au sein des armées et des états-majors multinationaux.

Durant trois ans, ils reçoivent une formation militaire dense et un enseignement académique pluridisciplinaire de haut niveau. Ainsi, par la progressivité et la pluralité de sa formation, le jeune élève-officier devient d'abord un soldat, puis un meneur d'hommes, et enfin un officier conscient de la complexité du monde et de la singularité de ses responsabilités, capable de décider et d'agir dans l'adversité.

À l'issue de leur scolarité, les Saint-Cyriens se voient attribuer un diplôme master 2 ou un titre d'ingénieur pour ceux ayant suivi la filière scientifique.

Les officiers-élèves qui défilent sont ceux de la promotion « Capitaine Robert Goupil », hommage au militaire mort en Indochine en 1951.





École militaire interarmes

Créée à Coëtquidan en 1961 par le général de Gaulle, l'École militaire interarmes (EMIA) constitue l'école du mérite et de la promotion interne, chère à l'armée de Terre. Unique en Europe, elle offre, en deux ans, une formation de niveau licence ou master à des officiers issus du corps des sous-officiers et des engagés volontaires de l'armée de Terre.

L'école forme des officiers destinés à encadrer les unités opérationnelles, puis à assumer des responsabilités d'encadrement, de conception et de direction au sein des états-majors.

Les élèves-officiers de l'EMIA reçoivent une formation militaire et un enseignement académique, dont l'esprit est marqué par la référence permanente à la spécificité du métier de soldat et la prise en compte de la dimension internationale exigée par les engagements militaires de la France.

30 % de la promotion qui défile ici a déjà été engagée au sein d'une opération extérieure.

Fidèle à sa devise « Le travail pour loi, l'honneur comme guide », l'école a formé à ce jour plus de 35 000 officiers.



École militaire des aspirants de Coëtquidan

Créée en 2021, l'École militaire des aspirants de Coëtquidan (EMAC) forme les officiers sous contrat et les officiers de réserve de l'armée de Terre. L'école est caractérisée par la diversité des parcours proposés et des profils recrutés, tous unis par la même volonté de servir.

Sélectionnés sur titres après une scolarité dans l'enseignement supérieur et ayant, pour la majeure partie d'entre eux, une expérience professionnelle dans le civil, les élèves-officiers sous contrat suivent une formation d'une année, essentiellement militaire.

Ces élèves-officiers sont destinés à encadrer les unités opérationnelles de l'armée de Terre, puis à assumer des responsabilités croissantes au sein des états-majors.

Les aspirants portent la tenue bleu horizon, rappelant la filiation historique avec les officiers de réserve qui se sont illustrés pendant la Grande Guerre.

La promotion porte le nom « chef d'escadrons Chomel de Jarnieu », mort pour la France dans le cadre de l'opération BARKHANE en 2019.



École navale

Depuis plus de 200 ans, l'École navale forme les officiers et les marins dont la Marine nationale a besoin. Parmi eux, se trouvent les futurs décideurs qui encadreront et commanderont les différentes unités opérationnelles de la Marine nationale : bâtiments de combat, sous-marins, flottilles de l'aéronautique navale, commandos marine.

Les futurs officiers formés à l'École navale devront dès leur entrée en service gérer des systèmes complexes. Pour les préparer à cette tâche, l'École navale délivre un diplôme d'ingénieur et s'appuie sur des outils de pointe comme l'Institut de recherche (IRENav - Institut de recherche de l'École navale) et des chaires spécialisées en cyberdéfense, résilience et *leadership*.

Ouverte sur le monde, l'École navale accueille des étudiants issus de nombreux pays : Allemagne, Arabie saoudite, Bénin, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Madagascar et Tunisie. L'École navale assure également la formation de l'ensemble des spécialités nautiques via l'École de manœuvre et de navigation : navigateurs, manœuvriers et guetteurs sémaphoriques.

Ensemble, officiers, officiers marins, quartiers-maîtres et matelots forment les équipages de demain. Cet esprit d'équipage, qui est le ferment de l'efficacité au combat, se vit déjà en école.





École de l'Air et de l'Espace

Créée en 1935 à Versailles, l'École de l'Air et de l'Espace (EAE) a rejoint Salon-de-Provence en 1937. Formant près de 1400 apprenants par an dont 750 élèves-officiers, elle dispense à tous les futurs officiers aviateurs une formation militaire et académique de haut niveau. Les domaines stratégiques de l'espace, des systèmes de commandement, des drones ou encore du cyber y sont enseignés sous trois axes : une formation de combattant et de chef militaire développant les aptitudes au commandement indispensables à la tenue d'un premier emploi en milieu opérationnel, une formation académique d'expert du milieu aéronautique et spatial, et une formation aéronautique avec la délivrance d'un premier brevet aéronautique de vol à voile.

L'EAE développe une offre de formation dans les domaines de la cyberdéfense et du spatial au profit de civils et de militaires. Elle se traduit par la création de chaires et de mastères spécialisés, et elle s'appuie sur son Centre d'excellence cyber. L'EAE utilisera prochainement les ressources de sa nouvelle plateforme de l'innovation aéronautique et spatiale, projet majeur destiné à connecter les mondes de la recherche, de l'industrie et de l'enseignement supérieur.

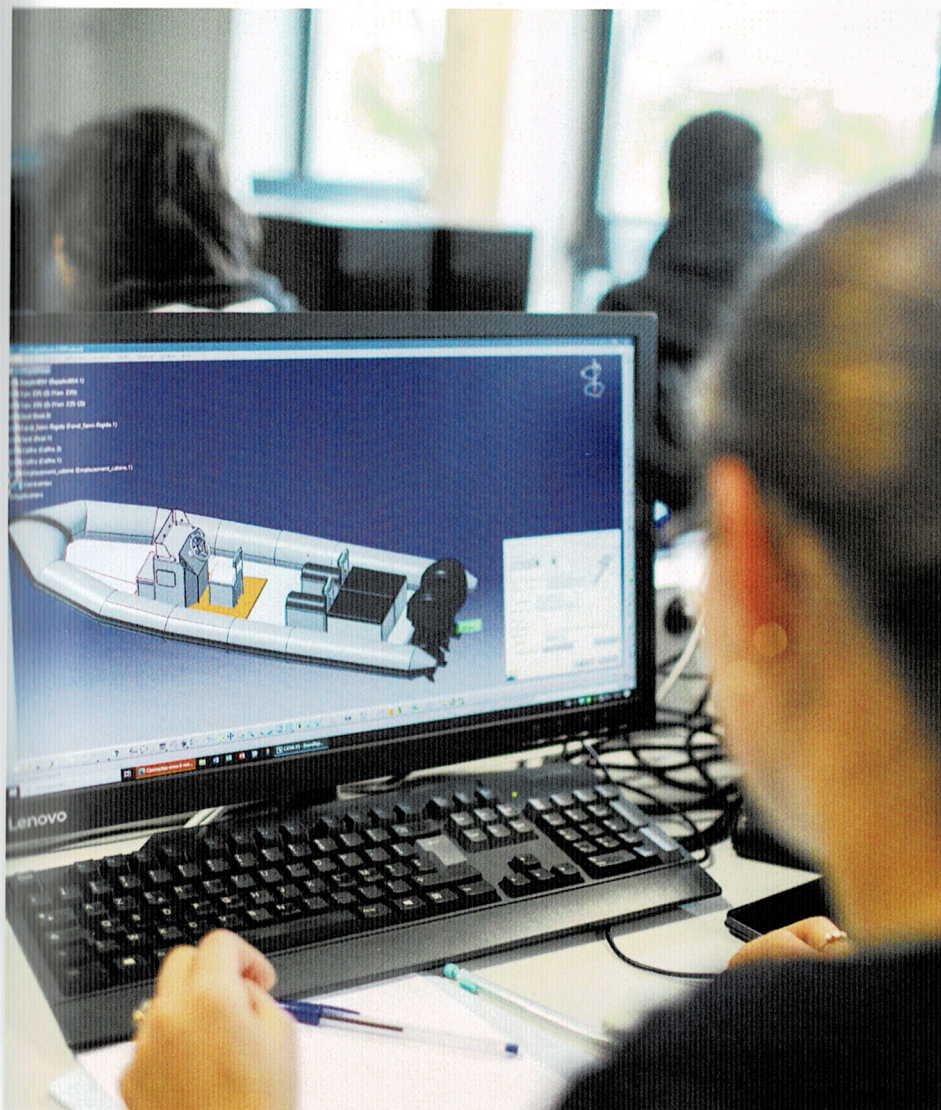


École nationale supérieure de techniques avancées

Depuis 1741, l'École nationale supérieure de techniques avancées forme des ingénieurs pour imaginer et façonner le monde de demain. Elle résulte de la fusion en 2025 de l'ENSTA Paris et de l'ENSTA Bretagne, constituant une nouvelle école d'ingénieurs à la pluridisciplinarité renforcée sur ses campus de Paris-Saclay et de Brest. Sous la tutelle de la Direction générale de l'armement (DGA), l'ENSTA est l'une des écoles d'ingénieurs françaises les plus renommées et un membre fondateur de l'Institut polytechnique de Paris.

Elle tient un rôle essentiel dans les domaines de souveraineté – défense et sécurité, transports, énergies, maritime, numérique, santé – en conduisant des formations d'ingénieurs de haut niveau et des travaux de recherche de tout premier plan, avec les communautés scientifiques et industrielles françaises, européennes et internationales.

Les diplômés exercent des fonctions scientifiques, techniques et managériales, notamment dans l'ingénierie de défense au sein des entreprises de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) ou du ministère des Armées – l'ENSTA est en effet l'école qui forme les ingénieurs militaires des corps de l'armement.





École des commissaires des armées

L'École des commissaires des armées (ECA), appartenant au Service du commissariat des armées (SCA), est commandée par le commissaire général Jean Le Roch et forme les administrateurs militaires du ministère des Armées. Ils œuvrent dans l'ensemble des fonctions support exercées au profit des forces – administration militaire, logistique et droit opérationnel. L'ECA est la maison mère du corps des commissaires des armées.

La promotion qui défile a été baptisée promotion « Commissaire Général Douillard » en novembre 2024. En cette année de commémoration de la Libération, cette grande figure du Commissariat de la Marine fut à la fois un combattant glorieux de la Première Guerre mondiale et un expert du soutien entre les deux guerres. Il fit prévaloir ses valeurs sur les exigences formelles de son statut militaire en s'opposant au régime de Vichy. Ayant quitté le service actif, il s'engagea dans la Résistance, au sein de laquelle il participa activement à la lutte contre l'occupant et à la libération du Finistère.

Le commissaire général Pierre Douillard incarne les vertus des commissaires et intendants qui servent la France et ses armées avec courage, intégrité et détermination.





Académie de santé des armées

Créé en 1708, le Service de santé des armées (SSA) institue pour la première fois dans l'Histoire des offices de médecins et de chirurgiens royaux. À travers les siècles, le SSA a forgé des valeurs qu'il inculque au sein de ses trois écoles de formation : engagement, esprit d'équipe, humanité et excellence.

Tous les élèves des écoles du SSA suivent un double cursus universitaire et militaire. Lyon-Bron est un pôle de formation médico-militaire qui comprend deux écoles de formation initiale (de trois ans à six ans) : l'École de santé des armées (ESA) et l'École du personnel paramédical des armées (EPPA). Les Écoles militaires de santé de Lyon-Bron (EMSLB) recrutent chaque année 200 élèves praticiens et infirmiers.

À Paris, l'École du Val-de-Grâce (EVDG) forme des étudiants en médecine militaire du troisième cycle, et elle organise également un enseignement complémentaire spécifique à l'exercice de la médecine du combat. L'EVDG a pris la tête de l'Académie de santé des armées (ACASAN), inaugurée en avril 2024.

L'ACASAN regroupe les trois écoles de formation du SSA (EVDG, EMSLB) et trois établissements scientifiques : l'Institut de recherche biomédicale des armées (IRBA), le Centre d'épidémiologie et de santé publique des armées (CESPA) et le Service de protection radiologique des armées (SPRA). Son ambition est de maintenir l'excellence du soutien médical au profit des armées face aux enjeux de demain.



École de gendarmerie de Chaumont

L'École de gendarmerie de Chaumont propose deux types de formation initiale: celle pour devenir sous-officier de gendarmerie sur le terrain et celle pour être gendarme adjoint. La formation a pour but de fournir aux futurs sous-officiers un socle de savoirs, savoir-faire et savoir-être, en s'appuyant sur des traditions riches et des valeurs fortes.

L'école dispose d'une salle de simulation tactique et, depuis février 2022, elle offre une formation numérique supplémentaire pour préparer les élèves aux enjeux de la cyberdélinquance. Elle possède également des infrastructures modernes, incluant un amphithéâtre, des installations sportives (*dojo*, salle de musculation, gymnase, piste d'audace, terrain de tennis) et professionnelles (parcours de préparation opérationnelle, brigade fictive, « maison pédagogique », stands de tir, terrain militaire).

L'école est composée de 7 compagnies et peut accueillir environ 900 élèves simultanément, dirigés par 130 cadres militaires et 70 agents civils.

L'été dernier, l'école a participé à la sécurisation du Tour de France et des Jeux olympiques et paralympiques. Cette année, un protocole Erasmus/Polaris a été signé avec l'École de police fédérale de Diez, en Allemagne; il a donné lieu à des échanges d'élèves en mai. En juin, l'école a célébré les 80 ans de sa création par une cérémonie officielle, des portes ouvertes et l'organisation du cross national de la Gendarmerie.





École nationale des sous-officiers d'active

Implantée à Saint-Maixent-l'École, dans le département des Deux-Sèvres, l'École nationale des sous-officiers d'active (ENSOA) forme les sous-officiers d'active et de réserve de l'armée de Terre. Fort de plus 40 000 hommes et femmes, le corps des sous-officiers est considéré comme « la colonne vertébrale » de l'armée de Terre. Ces cadres ont pour mission d'instruire les soldats, de les encadrer et de faire exécuter les ordres donnés par la chaîne de commandement.

La formation initiale, qui prépare au premier grade de sous-officier, représente 80 % de la formation dispensée. L'école a également pour mission la formation de perfectionnement, qui prépare à la seconde partie de carrière des sous-officiers. L'ENSOA favorise la formation opérationnelle des élèves, inscrite dans la réalité des engagements d'aujourd'hui.

Dans un souci d'uniformité, l'ensemble des élèves porte désormais une tenue de tradition identique. Le port du képi a été généralisé à tous les élèves en septembre 2024.

En 2025, l'ENSOA formera plus de 6 500 élèves. L'école se développe et se modernise pour adapter sa formation aux défis actuels et lui permettre d'accueillir plus de 7 000 élèves à partir de 2030.



École de maistrance

Créée en 1923, l'École de maistrance assure la formation initiale des officiers marins. Les officiers marins sont au cœur des équipages, ils participent au quotidien à l'efficacité opérationnelle de leur unité.

Cette année, elle accueille 1 350 jeunes pendant 5 mois. Les maistranciers acquièrent les compétences militaires, maritimes et académiques pour assumer leurs futures responsabilités d'officiers marins. Ils développent ensemble un savoir-être d'engagement, de discipline et d'esprit d'équipage. Après l'obtention de leur brevet de maistrancier, ils suivent une formation technique de spécialité pour servir à bord des unités opérationnelles de la Marine de demain.

La promotion 2025 porte le nom de « Premier Maître François Le Guen ». Engagé à 17 ans, il sert sur le sous-marin *Rubis* et rejoint avec cette unité les forces navales françaises libres en 1940. Lors d'une mission, le *Rubis* torpille un cargo ennemi, mais l'explosion endommage gravement le sous-marin. Grâce à la bravoure de son équipage, le sous-marin rallie l'Angleterre sous la menace ennemie. Réformé en 1947 pour raisons de santé, le premier maître Le Guen reçoit plusieurs distinctions, dont le titre de « Compagnon de la Libération ».





École de formation des sous-officiers de l'armée de l'Air et de l'Espace

L'École de formation des sous-officiers de l'armée de l'Air et de l'Espace (EFSOAAE) forme les sous-officiers de l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE) et des autres armées dans le domaine du Maintien en condition opérationnelle (MCO) aéronautique. Fidèle à sa devise « S'armer pour le futur » et forte de plus de 90 ans d'expérience, elle adapte continuellement ses formations pour répondre aux besoins des forces aériennes et aux attentes des nouvelles générations.

L'école s'appuie sur des instructeurs issus des forces et sur une expertise reconnue en pédagogie et en innovation (réalité virtuelle et augmentée) appliquée aux formations militaires et professionnelles. À l'aide de plateaux techniques représentatifs de l'activité opérationnelle, elle qualifie plus de 60 % du personnel d'active de l'AAE dans les domaines du MCO aéronautique, des télécommunications, de l'informatique et de la cybersécurité.

Elle forme ainsi 50 % des aviateurs engagés dans le domaine du MCO aéronautique ainsi que des techniciens des autres armées. D'autres spécialités sont enseignées dans des organismes externes relevant de l'AAE, de l'armée de Terre ou d'autres structures interarmées et civiles.



École militaire préparatoire technique

Située au cœur des écoles militaires de Bourges, l'École militaire préparatoire technique (EMPT) forme les futurs sous-officiers techniciens de l'armée de Terre. Elle prépare ses élèves à maîtriser les nouvelles technologies, notamment dans le cadre du programme Scorpion (Synergie du contact renforcée par la polyvalence et l'innovation), qui a profondément modernisé les équipements militaires.

Avec près de 300 élèves, l'EMPT est la plus récente des écoles de l'armée de Terre. Grâce à ses infrastructures modernes et à des équipements pédagogiques de pointe, elle offre une formation innovante, alliant rigueur militaire et excellence technique.

En 2024, sa première promotion a obtenu 100 % de réussite au baccalauréat professionnel, dont 89 % avec mention. Ces résultats illustrent la qualité de son enseignement et l'engagement de ses élèves.

Héritière de l'ancienne EMPT de Tulle, l'école perpétue une tradition d'excellence et de discipline. Portée par des valeurs fortes comme l'engagement et le dépassement de soi, elle prépare les techniciens d'élite de demain, prêts à servir l'armée de Terre avec expertise et détermination.





École des mousses

Implantée à Brest, l'École des mousses, véritable école de la réussite, accueille chaque année 240 jeunes âgés de 16 ans à 18 ans. Créée en 1856, l'école a fermé ses portes en 1988 avant de rouvrir en 2009 dans le cadre du plan Égalité des chances.

Elle offre une aventure humaine et professionnelle unique. Pendant 10 mois, les mousses sont préparés au métier de marin militaire et consolident leurs acquis scolaires. Ce programme, alliant enseignements académiques et formation maritime, leur permet de développer des compétences techniques solides et d'acquérir un savoir-être essentiel pour leur avenir.

L'École des mousses transmet des valeurs fortes : l'esprit d'équipage, la cohésion, le sens de l'engagement et le dépassement de soi. Avec un taux de réussite avoisinant les 80 %, cette formation offre de réelles perspectives : un contrat de quartier-maître de la flotte de 4 ans est proposé aux diplômés, ouvrant la voie à 13 métiers différents qui permettent d'évoluer vers des grades et fonctions supérieures au sein de la Marine nationale.

Pour incarner ces valeurs d'engagement et de service, la promotion 2024-2025 a pour parrain Jean-Yves Le Drian, ancien ministre de la Défense puis des Affaires étrangères.



École d'enseignement technique de l'armée de l'Air et de l'Espace

Située sur la base aérienne 722 de Saintes (Charente-Maritime), « l'école des arpètes » est une école militaire gratuite et rémunérée qui accueille des Français de métropole et d'outre-mer dès l'âge de 16 ans. Chaque année, elle comprend 2 promotions d'élèves, composées de près de 300 élèves chacune.

Les élèves, militaires et lycéens, l'intègrent en classe de première ou de terminale pour suivre une formation académique dans les filières suivantes : baccalauréat général, technologique ou professionnel aéronautique et brevet de technicien supérieur en cybersécurité. Les élèves sont formés par 40 professeurs de l'Éducation nationale et des instructeurs militaires. Les 100 % de réussite et 80 % de mentions au baccalauréat attestent de l'excellence de la formation dispensée à l'École d'enseignement technique de l'armée de l'Air et de l'Espace (EETAAE). Une fois diplômés, ils poursuivent leur carrière en tant que sous-officiers au sein de l'armée de l'Air et de l'Espace.

En 76 ans, l'EETAAE a formé plus de 47 000 aviateurs. Mixte depuis 1999, le taux de féminisation des promotions d'élèves n'a cessé de progresser pour atteindre 24 % à la rentrée 2024.



1^{er} et 2^e régiments d'infanterie de la Garde Républicaine

Le 1^{er} et le 2^e régiments d'infanterie de la Garde républicaine ont été créés en 1978.

Le 1^{er} régiment d'infanterie est chargé des missions de sécurité liées au palais de l'Élysée et à la Présidence de la République. Il comprend les compagnies de sécurité et d'honneur qui renforcent l'Élysée au quotidien, la compagnie de sécurité de la Présidence de la République, l'escadron motocycliste (escorte présidentielle) et la musique de la Garde républicaine, chargée du protocole musical.

Seule force armée habilitée à pénétrer dans les enceintes parlementaires, le 2^e régiment d'infanterie assure quant à lui une mission de protection au profit du Parlement, avec le même niveau de protection que celui appliqué au chef de l'État. Il se compose de six compagnies de sécurité et d'honneur.

En cas de menace particulière, ou lors des visites d'État, les pelotons d'intervention, les équipes cynophiles, les tireurs d'élite et la section de protection ainsi qu'un appui drones viennent renforcer le dispositif permanent. Ils interviennent aussi au profit de la Gendarmerie départementale lors d'opérations judiciaires ou au profit de la Préfecture de Police de Paris.





Gendarmerie mobile

Les unités de la gendarmerie mobile se distinguent par leur polyvalence et leur capacité de projection rapide sur l'ensemble du territoire national et à l'international. Organisées en escadrons d'environ 120 militaires, elles constituent une force de réserve gouvernementale essentielle au maintien de l'ordre public.

Leurs missions principales englobent le maintien et le rétablissement de l'ordre, la sécurisation d'événements majeurs, le renforcement des unités territoriales et la participation aux opérations extérieures. Elles interviennent également lors de catastrophes naturelles et dans des opérations de secours, comme récemment à Mayotte lors du passage du cyclone Chido.

Sur le plan opérationnel, chaque escadron dispose de véhicules de maintien de l'ordre (dix par escadron), et d'équipements de protection spécifiques. Chaque escadron peut être renforcé par des moyens spéciaux comme les moyens blindés (véhicules d'intervention polyvalents de la gendarmerie - Centaure) afin de répondre à une mission spécifique. Les escadrons de gendarmerie mobile sont des unités très sollicitées. Ainsi, elles ont été fortement mobilisées pour la sécurisation de la Coupe du monde de rugby 2023, la sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, ou encore dans le cadre de la gestion de crise en Nouvelle-Calédonie.





Compagnie belgo-luxembourgeoise

La compagnie belge, « 12^e de Ligne Prince Léopold – 13^e de Ligne » voit le jour en 1831, au lendemain de l'indépendance de la Belgique. Aujourd'hui, en tant que bataillon d'infanterie opérationnel de la brigade motorisée, l'unité se tient prête à être rapidement déployée partout dans le monde. Elle l'a notamment été au Kosovo, au Liban, en Afghanistan, au Mali, au Bénin et, dernièrement, en Lituanie et en Roumanie où elle a collaboré avec des troupes françaises. Les missions conjointes avec la France sont amenées à se développer grâce à un jumelage vieux de 25 ans avec le 1^{er} régiment de tirailleurs et grâce à un nouveau avec le 21^e régiment d'infanterie de marine dans le cadre du projet CaMo (partenariat de la capacité motorisée).

Les forces armées du Luxembourg ont été créées en 1881. L'unité qui défile est constituée de militaires de la compagnie Delta de la caserne Grand-Duc Jean, à Diekirch. La compagnie, spécialisée dans des missions de reconnaissance, est destinée aux opérations extérieures et contribue à la défense collective de l'OTAN. Depuis 2023, un détachement de la compagnie est déployé en Roumanie, au sein d'un sous-groupement tactique interarmes belge du *battlegroup* multinational, sous commandement français des *Forward land forces* (FLF). Le Luxembourg prévoit d'affilier des unités à l'armée française et de créer un bataillon de reconnaissance belgo-luxembourgeois, dans le cadre du programme Scorpion, d'ici à 2030.



7^e brigade blindée

Créée en 1955, la 7^e brigade blindée allie innovation, mobilité et puissance de feu. Forte de plus de 8500 soldats, la brigade bénéficie de l'effort de l'armée de Terre et est dotée des derniers matériels innovants.

1^{er} régiment de tirailleurs

35^e régiment d'infanterie

Le 1^{er} régiment de tirailleurs est un régiment d'infanterie blindée mécanisée équipé du Véhicule blindé de combat d'infanterie (VBCI). Il compte 1050 soldats et s'articule autour de compagnies de combat embarquées sur VBCI, d'une compagnie d'éclairage et d'appui, d'une compagnie de commandement et de logistique et d'une compagnie de réserve. Il dispose aussi d'une section de mortiers de 120 mm recréée en 2024.

Le 35^e régiment d'infanterie appartient à la 7^e BB. Ce régiment d'infanterie mécanisée est équipé du VBCI, matériel moderne et robuste. Composé de plus de 1200 soldats, il s'articule autour de 4 compagnies de combat dotées chacune de 17 VBCI, d'une compagnie d'appui regroupant les sections spécialisées, d'une compagnie de commandement et de logistique, d'une compagnie de réserve opérationnelle et d'un groupement de formation chargé de l'encadrement des jeunes soldats.

Ces deux régiments forment un bloc de combat infanterie, suivant une logique opérationnelle.





1^{er} régiment de chasseurs 5^e régiment de dragons

Le 1^{er} Régiment de chasseurs (1^{er} RCh) et le 5^e Régiment de dragons (5^e RD) appartiennent à la 7^e brigade blindée.

Le 1^{er} RCh est un régiment de cavalerie blindée équipé du char Leclerc rénové. Il compte 1000 militaires et s'articule autour de 3 escadrons de chars, de 2 escadrons de reconnaissance et d'intervention et d'1 escadron de commandement et de logistique.

Il excelle dans le combat de haute intensité face à un adversaire blindé, grâce à sa puissance de feu, à sa mobilité et à ses capacités d'observation.

Le 5^e RD est un régiment interarmes, fort de 1350 militaires. Il regroupe 3 escadrons de chars, 2 compagnies d'infanterie, 1 escadron de reconnaissance et d'intervention, 1 compagnie d'appui mixte (génie et artillerie), 1 escadron de commandement et 1 escadron de réserve.

Engagé sur le territoire national et en mission opérationnelle, il arme également la force d'opposition au centre d'entraînement au combat et contribue aux expérimentations Scorpion. Il met en œuvre les principaux matériels de l'armée de Terre : char Leclerc rénové, véhicule blindé de combat d'infanterie, Griffon et véhicule blindé léger.

Ces deux régiments forment un bloc cavalerie, suivant une logique opérationnelle.



3^e régiment du génie – 68^e régiment d'artillerie d'Afrique

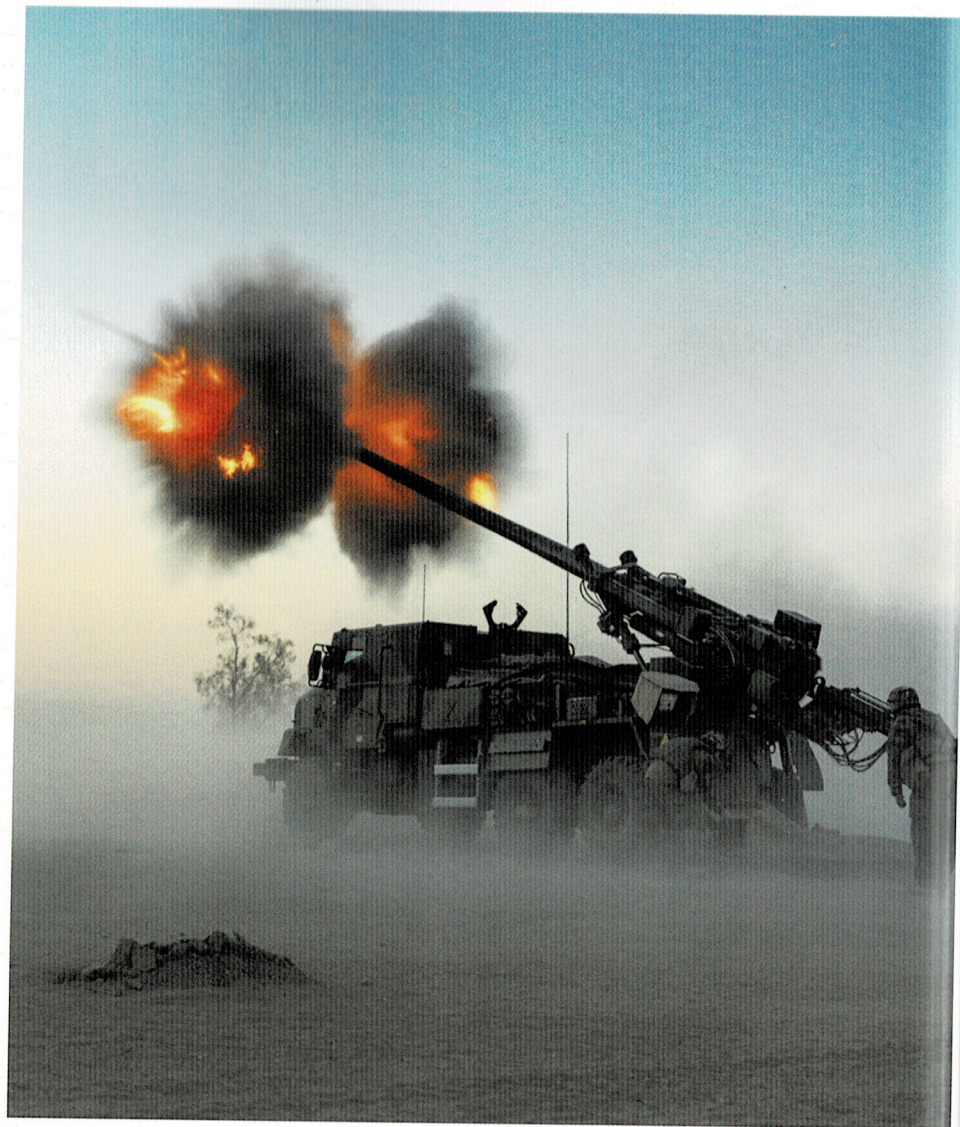
Le 68^e Régiment d'artillerie d'Afrique (68^e RAA) et le 3^e Régiment du génie (3^e RG) appartiennent à la 7^e Brigade blindée (7^e BB).

Le 68^e RAA est le seul héritier des régiments d'artillerie d'Afrique. Il se distingue par une identité forte, une fraternité d'armes et un esprit de corps solidement ancrés. Fort de 1000 artilleurs, le régiment est équipé de canons Caesar et de drones modernes, comme le DT46. Il dispose également de capacités de défense surface-air avec le missile Mistral complété par les premiers systèmes de véhicules de l'avant blindé de lutte antidrone. Équipé du Véhicule d'observation d'artillerie (VOA) Griffon, il bénéficie des capacités modernes du programme Scorpion.

Le 3^e RG est le plus ancien régiment de l'arme du génie. Fort de 900 sapeurs, aguerris au combat urbain et souterrain, il dispose de toutes les composantes de l'appui génie : déminage, ouverture d'itinéraires, franchissement, combat nautique, production d'énergie et d'eau potable.

La Croix de la Valeur militaire avec étoile de bronze a été attribuée au drapeau du 3^e RG pour ses actions de combat réalisées durant l'opération BARKHANE.

Ces deux régiments forment un bloc appui, suivant une logique opérationnelle.





Brigade de sapeurs pompiers de Paris

Unité de l'armée de Terre placée pour emploi sous l'autorité du préfet de Police de Paris, la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) lutte contre les incendies et assure les secours d'urgence dans la capitale et les trois départements limitrophes. En 2024, la BSPP a effectué 474 053 interventions et sauvé 32 295 vies.

Elle concourt à la prévention et à la lutte contre les accidents, sinistres et catastrophes, ainsi qu'à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels. L'activité dans le domaine du secours d'urgence aux personnes représente 84 % de ses missions. Elle intervient au-delà de sa zone d'action en cas de catastrophe ou de cataclysme en France métropolitaine, dans les départements, régions et collectivités d'outre-mer, ainsi qu'à l'étranger (en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte, à La Réunion, mais aussi au Liban).

Avec plus de 8700 soldats du feu, la BSPP est le plus grand corps de sapeurs-pompiers d'Europe et le troisième au monde, après ceux de Tokyo et New York. Le statut militaire de la BSPP garantit un niveau sans égal de disponibilité et de performance contre les différents risques (incendie, explosion, crue) et la menace terroriste.





École des fusiliers marins

Fondée en 1856, l'École des fusiliers marins (ECOFUS) sélectionne et forme l'ensemble des fusiliers marins et commandos Marine, de l'opérateur au futur commandant de commando. Chaque année, l'école instruit environ 2 500 marins, répartis dans 120 cours et stages, d'une semaine à un an. Ces élèves sont soit en formation initiale (quartier-maître de la flotte ou École de maistrance), soit en formation de cursus ou formation continue (brevet d'aptitude technique, brevet supérieur, formation des officiers). L'ECOFUS dispense également des stages d'aguerrissement au profit du personnel de la Marine nationale.

Par ailleurs, l'École est la gardienne du drapeau qui fut remis en 1915 par le Président de la République Raymond Poincaré. Ce drapeau fut celui de la brigade puis du bataillon de fusiliers marins de 1915 à 1918, et ensuite l'emblème du 1^{er} régiment de fusiliers marins (1^{er} RFM) de 1940 à 1947. Sur ses plis sont inscrits les combats aux cours desquels les fusiliers marins se sont distingués. Présentée à ce drapeau, chaque promotion d'élèves est baptisée du nom d'un fusilier marin « Mort pour la France ». Héritière du 1^{er} RFM, l'ECOFUS est l'une des 18 unités militaires « Compagnons de la Libération ».



Frégate multimissions *Auvergne*

La Frégate multimissions (FREMM) *Auvergne* est la cinquième des huit FREMM de la Marine nationale. Entrée au service actif en 2018, elle est basée à Brest (Finistère) depuis 2022.

Conçue pour mener des missions de combat de haute intensité dans tous les domaines de lutte en mer, cette frégate de premier rang est déployée en autonomie ou intégrée au sein d'une force aéromaritime, comme le groupe aéronaval.

La FREMM *Auvergne* agit sous, sur et au-dessus de la surface, et peut également conduire des frappes dans la profondeur avec ses missiles de croisière naval. Elle excelle tout particulièrement dans la lutte anti-sous-marine. C'est à ce titre que l'équipage a reçu en 2020 et en 2022 le prix Hook'em Award, décerné par la sixième flotte de l'US Navy aux meilleures unités alliées de ce domaine de lutte particulièrement exigeant.

Accompagnée du détachement aéronautique de la flottille 33F qui met en œuvre un hélicoptère Caïman Marine, elle embarque 155 marins et compte 160 jours d'absence par an pour conduire ses différentes missions.

Au cours de la dernière année, elle a effectué deux déploiements de longue durée, en mer Baltique fin 2024, sous le contrôle opérationnel du commandement maritime de l'OTAN, puis en Arctique début 2025. Elle contribue régulièrement à la surveillance et à la protection de nos approches, apportant son soutien à la crédibilité de notre dissuasion nucléaire.





École des applications militaires de l'énergie Écoles de navigation sous-marine

L'École des applications militaires de l'énergie atomique (EAMEA) forme au nucléaire de défense le personnel militaire et civil des états-majors, directions et services du ministère des Armées et de la Gendarmerie nationale. Elle reçoit près de 1000 stagiaires par an avec un portefeuille de 50 formations pour quatre départements dédiés : propulsion nucléaire, armement nucléaire, maîtrise des risques nucléaires et recherches appliqués. Située dans le bassin nucléaire français cherbourgeois, elle contribue directement au maintien permanent de la dissuasion nucléaire française.

L'École de navigation sous-marine de Brest (ENSM Brest) forme chaque année plus de 600 marins, futurs membres d'équipage des Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), et notamment du SNLE de 3^e génération. La formation combine maîtrise technique et aptitude à réagir aux situations dans lesquelles la sécurité est menacée.

L'École de navigation sous-marine et des bâtiments à propulsion nucléaire (ENSM-BPN) forme et entraîne plus de 500 sous-mariniers et atomiciens du porte-avions *Charles de Gaulle* chaque année. Avec plus de 70 formations différentes, l'école s'appuie sur 23 simulateurs échelle 1 et partiels, permettant de reproduire des conditions de navigation et d'entraînement réalistes.





Base d'aéronautique navale d'Hyères

L'aéronautique navale est, depuis 1910 la composante aérienne de la Marine nationale. L'adaptation de ses matériels au milieu maritime ainsi que l'expertise de la mer développée par son personnel font de cette force un outil opérationnel indissociable des unités terrestres, des bâtiments de surface et des sous-marins de la Marine.

La Base d'aéronautique navale d'Hyères (BAN) est la seule base de l'Aéronautique navale dans le sud de la France. Elle accueille 3 flottilles d'hélicoptères (31F, 35F, 36F), un détachement de la 32F, le centre d'expertise hélicoptères, l'École du personnel de pont d'envol (EPPE) ainsi que le Centre d'Expérimentations Pratiques et de réception de l'Aéronautique navale (CEPA/10S). Active 24h/24h et 365 jours par an, elle est un pivot des opérations aéromaritimes et un appui interarmées. La base met en œuvre une trentaine d'hélicoptères déployés à terre ou en mer.

Sur 270 hectares, elle rassemble 1 600 personnes et est le 1^{er} aéroport mixte de France avec 24 000 mouvements par an et 350 000 passagers. Elle assure aussi le soutien de la plateforme militaire de Cuers-Pierrefeu et du Centre de coordination et de contrôle marine de la Méditerranée (CCMAR MED).

Créée en 1925, la BAN d'Hyères célèbre cette année son centenaire.



Base aérienne 105 « Commandant Viot »

La Base aérienne 105 (BA 105) d'Évreux-Fauville est une emprise stratégique œuvrant au profit des opérations de transport tactique et logistique de l'armée de l'Air et de l'Espace.

Elle est dotée de 17 Casa CN-235 et de 10 C130-J Super Hercules, mis en œuvre respectivement par la 64^e escadre de transport et le *Binational Air Transport Squadron*, unique en son genre du fait de son équipage mixte franco-allemand.

La BA 105 assure le déploiement des forces sur et hors du territoire national – transport de fret et de troupes, aéroneurage. Elle est aussi un maillon essentiel de la chaîne d'évacuation sanitaire sur les théâtres d'opération et les territoires d'outre-mer. Par ailleurs, elle concourt aux opérations de reconnaissance, de surveillance et de sécurisation de l'espace aérien national via la permanence opérationnelle assurée à travers son plot d'alerte, avec, à son actif, 188 décollages en 2024.

Enfin, son escadre de conduite et de commandement projetable, armée d'un vivier de 550 experts des télécommunications tactiques, constitue le cœur névralgique et le précurseur de chaque projection, en appui de la posture permanente de sûreté aérienne et en coopération avec les dispositifs de sûreté aérienne.





Base aérienne 115 « Capitaine de Seynes »

La Base aérienne 115 (BA 115) est une base multimission en constante évolution. Elle remplit des missions cruciales pour la protection du territoire national, incluant la surveillance aérienne, les opérations de recherche et de sauvetage, et elle participe activement à de nombreuses opérations extérieures.

Son activité repose sur quatre piliers qui sont :

- la chasse avec la 5^e escadre de chasse équipée de Rafale ;
- les hélicoptères de la 65^e escadre d'hélicoptères, dotée de Fennec, et le Centre d'instruction et d'entraînement hélicoptères formant tous les équipages d'hélicoptères de l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE) ;
- les commandos du commando parachutiste de l'Air n° 20 ;
- la formation avec le Centre de préparation opérationnelle du combattant de l'AAE, qui forme l'ensemble des commandos de l'Air et des militaires du rang.

La BA 115 investit également sur la jeunesse en accueillant plus de 10 000 jeunes citoyens par an avec les Journées défense et citoyenneté, les escadrilles air jeunesse et divers stages. Avec ses 2 000 aviateurs, ses aéronefs et ses permanences opérationnelles, elle constitue un pilier opérationnel essentiel de l'AAE tout en étant le premier employeur du Vaucluse.



Direction générale de l'armement

Entité unique dans le monde, la Direction générale de l'armement (DGA) occupe une place stratégique entre le besoin militaire exprimé par les états-majors et les productions réalisées par les industries de défense. Comme l'a souligné le Président de la République lors de ses vœux 2025 aux armées, « la DGA est enviée et peut inspirer en Europe ».

La DGA a pour missions d'équiper les armées de façon souveraine, de préparer le futur des systèmes de défense, ainsi que de promouvoir la coopération européenne et de soutenir les exportations. Premier acheteur de l'État, la DGA a, en 2024, passé 16,6 milliards d'euros de commandes à l'industrie et investi 1,3 milliard d'euros au profit de l'innovation et des projets de technologie de défense. Avec 18 sites en France, ses 10 730 femmes et hommes, civils ou militaires, dont 65 % de cadres, d'ingénieurs ou d'experts, et son réseau de collaborateurs à l'international, la DGA intervient dans tous les domaines de la défense. Conformément à la loi de programmation militaire 2024-2030, la DGA est particulièrement mobilisée cette année pour le renouvellement de la dissuasion nucléaire, clé de voûte de la stratégie de défense française, afin de conserver une dissuasion crédible à l'horizon 2035 et au-delà. Ainsi, en 2025, est lancée en réalisation l'étape 2 du sous-marin nucléaire lanceur d'engins de 3^e génération.





Groupement de soutien commissariat de l'Île-de-France

Créé en septembre 2020, le Groupement de soutien commissariat (GSC) de l'Île-de-France, commandé par le commissaire général Olivier Avérous, est l'un des principaux opérateurs du soutien des forces armées en Île-de-France. Unité du service du Commissariat des armées, le GSC intervient dans un large spectre de fonctions déterminantes pour l'efficacité opérationnelle et la résilience des armées : transport, achats, restauration, équipement du militaire, hébergement, préparation opérationnelle du combattant, etc.

Fort de 1700 personnes, le GSC Île-de-France est présent sur près d'une trentaine de sites qui fournissent quotidiennement des prestations de soutien au profit des 25000 agents du ministère répartis dans plus de 200 formations. Il intervient aussi bien au profit des plus hautes autorités du ministère qu'à celui des militaires de l'opération SENTINELLE et des unités militaires déployées dans le cadre des grands événements franciliens (défilé du 14 Juillet, Salon du Bourget). Le GSC a ainsi été un acteur majeur de l'appui apporté à la force déployée dans le cadre de la sécurisation des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.





Service d'infrastructure de la défense

Le Service d'infrastructure de la défense (SID) est le fruit de la fusion des services constructeurs des trois armées. Créé en 2005, il est l'héritier d'une longue histoire qui puise ses racines de la fusion en 1691 de l'administration des fortifications terrestres et des travaux maritimes.

Rattaché au Secrétariat général pour l'administration (SGA), ce service interarmées est le référent ministériel en matière de construction, de maintenance immobilière, de maîtrise de l'énergie non stockée et de gestion administrative et technique du patrimoine. Il intervient aussi bien sur le sol national (9 SID régions et 50 unités de soutien) qu'à l'étranger (9 directions d'infrastructure ainsi qu'une présence en opération intérieure, opération extérieure et mission à l'étranger).

Aujourd'hui dirigé par l'ingénieur général hors classe de l'armement Alexandre Barouh, le SID est composé de 6 500 agents, civils et militaires issus de filières essentiellement techniques mais aussi administratives. Il possède son propre corps militaire, celui des ingénieurs militaires de l'infrastructure.

Pour marquer les 20 ans du SID et pour la première fois, les militaires du service, tous grades confondus, défilent ensemble pour représenter le service dans sa globalité.





Service de l'énergie opérationnelle - Base pétrolière interarmées

Le Service de l'énergie opérationnelle (SEO) est un service de soutien logistique interarmées, dont la mission première est d'accompagner les forces dans leurs engagements opérationnels en leur fournissant en tous lieux et en tout temps l'énergie nécessaire à leur mobilité. Il assure l'approvisionnement, le stockage, le transport et la distribution des produits pétroliers et des énergies alternatives nécessaires aux armées, sur le territoire national et en opération extérieure.

Créée en 1994 et implantée à Chalon-sur-Saône, la Base pétrolière interarmées (BPIA) est constituée de plusieurs compagnies et de l'École de la logistique pétrolière et de l'énergie opérationnelle (ELPEO), qui forme tous les militaires du SEO. La BPIA a également pour mission la préparation des soldats du SEO aux opérations extérieures, le soutien pétrolier sur le territoire national ainsi que sur les différentes opérations et missions opérationnelles. La BPIA constitue plus d'un quart des effectifs du SEO, avec 36 officiers, 132 sous-officiers, 340 militaires du rang et 71 civils regroupés au sein d'un état-major, de deux compagnies de soutien pétrolier, d'une compagnie de maintenance et de l'ELPEO.

Déployé sur l'île de Mayotte après le cyclone Chido, le SEO a été pleinement mobilisé pour venir en aide à la population mahoraise aux mois de décembre 2024 et janvier 2025.



Service de santé des armées

Le Service de santé des armées (SSA) apporte un soutien médical aux forces armées partout où elles sont engagées en France comme en opération extérieure, dans les airs, sur et sous la mer ou sur le territoire. Son expertise : soigner au plus près des combats.

Ce concept de médicalisation de l'« extrême avant » (en zone de combat), quasi unique en Europe, offre aux blessés les meilleures chances de survie, de récupération et de réinsertion professionnelle et sociale.

En plus de sa mission principale, le SSA apporte sa contribution dans le domaine de la santé publique et participe au déclenchement des plans gouvernementaux de secours et de réponse aux crises.

Le SSA compte 14 400 agents, militaires (66 %) et civils (34 %), qui soutiennent les 3 armées et la Gendarmerie nationale. S'y ajoutent 4 100 réservistes qui viennent renforcer les 190 antennes médicales, les 16 centres médicaux des armées et les 8 hôpitaux militaires.





Direction générale de la Police nationale

La garde au drapeau est confiée aux effectifs du Service de la protection (SDLP). Officiellement créé le 2 octobre 2013, le SDLP emploie 1 400 personnes. Il a pour devise « Protéger et servir ». Le SDLP est composé d'un état-major et de trois sous-directions. Ses missions sont la protection des personnes, la protection des sites de l'administration centrale du ministère de l'Intérieur et la gestion des moyens mobiles.

Le SDLP assure la protection rapprochée de nombreux chefs d'État et de gouvernement étrangers à l'occasion de leur visite en France, et lors d'événements ou sommets internationaux organisés sur le territoire. C'était notamment le cas à l'occasion de la réouverture de la cathédrale Notre-Dame de Paris en décembre 2024. Le SDLP protège également les membres du Gouvernement ainsi que les personnes menacées.

La garde au drapeau est constituée de policiers de la Sous-direction de la sûreté, porteurs de la grande tenue d'honneur de la Police nationale. Créée en 2005, cette tenue d'apparat – dont nous fêtons cette année les 20 ans d'existence – est dessinée sur la base de l'uniforme du policier de 1873, date à laquelle les sergents de ville sont devenus « gardiens de la paix ».





École nationale supérieure de la Police

Grande école de l'État, établissement public national administratif, l'École nationale supérieure de la Police (ENSP) est chargée de la formation initiale et continue des commissaires et des officiers de police.

Formation exigeante et tournée vers les enjeux du terrain, la scolarité des commissaires, à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (69), dure 22 mois (dont 10 mois de stage), et celle des officiers, à Cannes-Écluse (77), 18 mois (dont 7 mois de stage).

Ouverte à l'international, l'école forme également les commissaires andorrans, luxembourgeois et monégasques, tout en contribuant à des actions de formation à destination de cadres de police en Europe et dans le monde entier. Dotée d'un laboratoire de recherche, elle contribue activement à la recherche appliquée de la Police nationale.

Membre actif du réseau des écoles de service public et membre de la conférence des grandes écoles, l'ENSP anime des actions de formation de nature interministérielle et en bénéficie également. Elle participe activement au dispositif de formation de la haute fonction publique.

Enfin, attachée à la promotion sociale, l'ENSP anime sur ses deux sites une classe préparatoire « talents du service public » pour des jeunes méritants issus d'un milieu modeste.





École nationale de police de Nîmes

L'École nationale de police (ENP) de Nîmes est implantée sur une ancienne base aérienne. Créée le 16 juillet 1998, elle a accueilli ses premiers élèves le 1^{er} septembre 1998. Étendue sur 38 hectares et composée de 55 bâtiments, elle est la plus grande structure de formation de la Police nationale (2 134 places d'hébergement).

L'ENP de Nîmes forme des cadets de la République, des policiers adjoints, ainsi que des gardiens de la paix, et elle accueille les passerelles militaire et gendarmerie.

Elle développe divers partenariats dans le cadre du rapprochement police-population et de la promotion des métiers de la Police. Elle accueille ainsi des écoliers, des collégiens, des lycéens et mène des interventions dans les établissements scolaires des quartiers prioritaires de la ville. L'école est ouverte à l'international au travers d'échanges avec le Canada (Québec), l'Espagne (Ávila) et l'Italie (Imperia et Rome). Ses effectifs renforcent régulièrement les services de sécurité publique lors de missions de sécurisation (Jeux olympiques et paralympiques à Paris à l'été 2024, visite du pape François à Ajaccio en décembre 2024, FERIA de Nîmes tous les ans).



École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers

Véritable académie du modèle français de sécurité civile, l'École nationale supérieure des officiers de sapeurs-pompiers (ENSOSP) assure la formation initiale et continue de l'ensemble des officiers de sapeurs-pompiers de France.

Chaque année, elle forme à Aix-en-Provence près de 6 000 officiers de sapeurs-pompiers.

À l'issue de leur formation, articulée autour de la gestion de crise, du commandement opérationnel, des interventions face aux risques technologiques et de l'encadrement, ces officiers commanderont les 250 000 sapeurs-pompiers de France, femmes et hommes, professionnels et volontaires, qui sont le premier maillon de la chaîne de l'urgence et du secours.

L'école est un acteur de premier plan de la formation, de l'innovation et de la recherche dans le domaine de la sécurité civile sur les plans national, européen et international.

Elle dispose d'une structure pédagogique unique dotée de simulateurs spécialisés : accidents chimiques et radiologiques, attentats, urgences préhospitalières, feux urbains et d'espaces naturels, accidents de la circulation, feux de véhicules GPL ou hydrogène, etc.





18^e bataillon des sapeurs-pompiers de France

Le bataillon des sapeurs-pompiers de France a pour fonction exclusive la représentation de l'ensemble des sapeurs-pompiers, qu'ils soient volontaires ou professionnels. Chaque année, un préfet de zone de défense et de sécurité est chargé de sa constitution. Il en confie le commandement à l'un des services d'incendie et de secours de la zone de défense et de sécurité concernée. Un drapeau lui est attribué. Cette année, le détachement, constitué de sapeurs-pompiers des 11 Services d'incendie et de secours (SIS) représentant les 5 zones de défense et de sécurité ultramarines (Antilles, océan Indien, Guyane, Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna, Polynésie française), est le 18^e bataillon des sapeurs-pompiers de France.

Les SIS sont chargés de la prévention, de la protection et de la lutte contre les incendies, les accidents, sinistres et catastrophes, de l'évaluation et de la prévention des risques technologiques ou naturels et des secours d'urgence. Dans le cadre de leurs compétences, les sapeurs-pompiers exercent ainsi les missions de :

- protection des personnes, des biens et de l'environnement ;
- secours d'urgence et évacuation des personnes victimes d'accidents, de sinistres ou de catastrophes ;
- préparation des mesures de sauvegarde et d'organisation des moyens de secours ;
- prévention et évaluation des risques de sécurité civile.



Administration pénitentiaire

Depuis 1911, l'administration pénitentiaire est placée sous l'autorité du garde des Sceaux, ministre de la Justice. Troisième force de sécurité intérieure, elle prend en charge plus de 280 000 personnes, dont plus de 83 000 sont détenues.

Les 43 800 agents pénitentiaires participent à l'exécution des décisions pénales, agissent pour la réinsertion des personnes suivies en luttant contre la récidive, et exercent une mission de sécurité publique dans le respect des intérêts de la société, des droits des victimes et des personnes détenues.

L'administration pénitentiaire comprend 186 établissements pénitentiaires et 103 services pénitentiaires d'insertion et de probation répartis en 10 directions interrégionales.

Représentée au défilé, la filière de surveillance assure la gestion quotidienne des personnes confiées par l'autorité judiciaire, participe à l'élaboration et à l'application de la politique définie par le chef d'établissement. Depuis quelques années, leurs missions se diversifient : équipe locale de sécurité pénitentiaire, brigade cynotechnique...

L'École nationale d'administration pénitentiaire, située à Agen, assure la formation initiale et continue de tous les agents.



Direction générale des douanes et droits indirects

Rattachée au ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et forte de 16 535 agents, la Douane française est présente sur les frontières terrestres, aériennes, ferroviaires, maritimes et numériques, afin de protéger le territoire dans un contexte toujours plus évolutif. Elle est chargée du contrôle des marchandises pour protéger la population, l'économie et l'environnement.

La Douane agit quotidiennement pour lutter efficacement contre les trafics illicites et la criminalité organisée, pour protéger les citoyens et l'environnement, pour contribuer à l'attractivité des ports et des aéroports nationaux, et aussi pour accompagner les entreprises françaises dans leurs opérations de commerce à l'international. La Douane agit ainsi pour protéger la souveraineté économique de la France.

En 2024, la Douane a saisi plus de 110 tonnes de stupéfiants, dont plus de 66 tonnes de cannabis et près de 21 tonnes de cocaïne. Face aux narcotrafics, la Douane riposte en agissant sur tous les moyens d'acheminement des produits stupéfiants, en s'attaquant à l'argent de la drogue et en développant des coopérations nationales et internationales.





Pionniers de la Légion étrangère

Les pionniers de la Légion étrangère portent tous la barbe. Il s'agit là d'un héritage des armées napoléoniennes. Ces sapeurs qui ouvraient la route à la troupe menaient une vie singulière et entièrement dédiée à leur mission qui ne leur laissait aucun répit. Vu leur rythme et leurs conditions de vie, ils étaient autorisés à porter la barbe.

Ils font aujourd'hui partie des éléments emblématiques du défilé militaire du 14 Juillet et lors de nombreuses cérémonies. Ils illustrent la tradition du soldat bâtisseur qui, avant et après le combat, pose son fusil pour prendre la pelle, la pioche ou la hache. Aujourd'hui, ces hommes sont affectés dans les différentes unités opérationnelles qui composent la Légion étrangère.

Chaque régiment de la Légion étrangère comprend une section de pionniers, mis à part le 1^{er} régiment étranger de cavalerie et le 2^e régiment étranger de parachutistes.

Les pionniers sont amenés à participer à toutes les missions opérationnelles de l'armée de Terre. À ce titre, chacun d'entre eux peut être projeté sur les théâtres d'opération sur lesquels la France est engagée. Ils exercent individuellement des fonctions de combat ou de soutien.





Musique de la Légion étrangère

La Musique de la Légion étrangère (MLE) est originale à plus d'un titre. D'abord, ses légionnaires musiciens sont issus des cinq continents et ont fréquenté les conservatoires les plus prestigieux. Aussi, son répertoire est éclectique, mêlant marches traditionnelles de la Légion, grands classiques ou reprises originales. Ses musiciens jouent du fifre et utilisent le chapeau chinois.

La MLE participe à près de 70 prestations par an - dont une vingtaine de concerts - au titre du rayonnement de la Légion étrangère, de l'armée de Terre et du lien entre la société civile et les armées, en France et à l'étranger. Composée de 60 musiciens, elle participe tous les ans au défilé militaire du 14 Juillet à Paris.

Cette année, la MLE s'est illustrée lors de diverses représentations telles que le *Birmingham Tattoo Festival*, un des plus importants rendez-vous internationaux de musique militaire, ainsi qu'à la commémoration des 80 ans de la libération de Colmar. Comme tous les autres légionnaires, les musiciens de la MLE sont avant tout des combattants. Entraînés aux métiers des armes, ils sont envoyés en opération.





2^e régiment étranger de parachutistes

Unique unité parachutiste de la Légion étrangère, le 2^e régiment étranger de parachutistes (2^e REP) est à la pointe de l'engagement en opération, en urgence, dans tous les milieux. Il est le garant des traditions des légionnaires parachutistes.

Le 2^e REP présente la singularité d'avoir perfectionné, dès 1962, chacune de ses compagnies de combat dans un domaine d'emploi particulier.

Infanterie légère par excellence, l'intervention aéroportée dans l'urgence est son mode d'action privilégié, en poser d'assaut et réversibilité par aérolargage. De plus, les commandos parachutistes du 2^e REP sont capables de réaliser des infiltrations sous voile sur plusieurs dizaines de kilomètres derrière les lignes ennemies.

Fort de 1400 hommes, le régiment est doté du matériel de l'infanterie légère et de nombreux équipements d'appui tels que ceux des plongeurs de l'armée de Terre.

Les légionnaires parachutistes ont participé à toutes les opérations de l'armée française à ce jour, principalement en Afrique (Tchad, Zaïre, Congo, Somalie, Rwanda, République Centrafricaine, Côte d'Ivoire, Mali, Tchad, etc.), en ex-Yougoslavie, au Liban, en Irak et en Afghanistan.







DÉFILÉ DES HÉLICOPTÈRES



C'est à travers 6 tableaux consécutifs que l'armée de Terre, la Marine nationale, l'armée de l'Air et de l'Espace, la Gendarmerie, la Sécurité civile et la Douane présenteront 34 hélicoptères, accompagnées d'un appareil italien.

L'armée de l'Air et de l'Espace (AAE) ouvrira cette phase en mettant en avant la mission de la protection du territoire national avec 3 Fennec, 1 Caracal et 1 Puma. Chargée de la protection aérienne du territoire, l'AAE assure, 24 h/24, la détection, l'identification et l'interception des menaces grâce à un réseau de radars et de centres de contrôle. Durant les Jeux olympiques et paralympiques 2024, ce sont presque 90 aéronefs suspects qui ont été interceptés grâce à la posture permanente de sûreté air.

Suivra la Marine nationale avec 1 Caïman, 1 Dauphin, 1 Panther, accompagnée d'1 Caïman italien, qui couvrent un large spectre de missions allant du combat aéromaritime à la surveillance des approches maritimes, en passant par le sauvetage et l'interception en mer comme dans les airs.

L'École de l'Aviation légère de l'armée de Terre poursuivra le défilé avec un ensemble composé de 3 Calliopé et de 3 Fennec.

L'armée de Terre interviendra ensuite, avec la composante hélicoptères de reconnaissance et d'attaque, qui alignera 3 Gazelle et 4 Tigre. Ces appareils agiles et maniabiles sont conçus pour la reconnaissance, l'observation et l'attaque, équipés de canons, de missiles et de roquettes pour engager des cibles terrestres et aériennes. Puis, la section dédiée aux hélicoptères de manœuvre et d'assaut défilera avec 1 Puma, 2 Cougar et 4 Caïman, des hélicoptères de transport polyvalents utilisés pour les évacuations, le soutien logistique, ainsi que pour les opérations humanitaires et militaires.

La Gendarmerie nationale défilera ensuite avec 2 EC145 et 1 EC135. L'EC145 est principalement dédié aux opérations de secours, comme les accidents et les sauvetages en mer, tandis que l'EC135, léger et

polyvalent, est utilisé pour des missions de secours, de transport et de police, ainsi que pour des opérations militaires.

La Sécurité civile présentera un H145, hélicoptère polyvalent conçu pour des missions de secours, d'observation et de lutte contre les feux de forêt.

La Douane clôturera le défilé des hélicoptères avec 1 EC135, qui agit dans la lutte contre les trafics illicites, le terrorisme, la pollution maritime et également dans les missions de sauvetage aux personnes.

QUELQUES CHIFFRES:

Détail des aéronefs

34 hélicoptères: 5 de l'armée de l'Air et de l'Espace, 22 de l'armée de Terre, 4 de la Marine nationale, 1 de la Gendarmerie nationale, 1 de la Sécurité civile, 1 de la Douane et 1 de l'armée italienne

Altitude

environ 400 pieds, soit 120 mètres

Vitesse

90 nœuds, soit environ 170 km/h

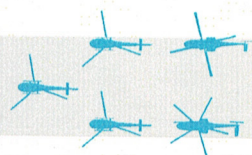
Distances

- Distance entre deux blocs: environ 800 m
- Distance du défilé aérien: 7 km (de La Défense à la Concorde)



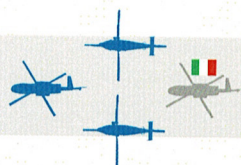
OUVERTURE DU DÉFILÉ

PROTECTION TERRITOIRE NATIONAL



3 FENNEC
1 PUMA
1 CARACAL

MARINE NATIONALE



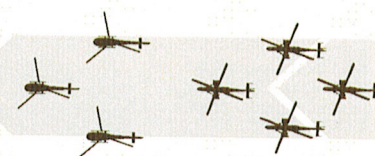
1 CAÏMAN
1 DAUPHIN
1 PANTHER
1 CAÏMAN

FORMATION DES ÉQUIPAGES HÉLICOPTÈRES



3 CALLIOPE
3 FENNEC

HÉLICOPTÈRES DE RECONNAISSANCE ET D'ATTAQUE



3 GAZELLE
4 TIGRE



Armée de l'Air et de l'Espace



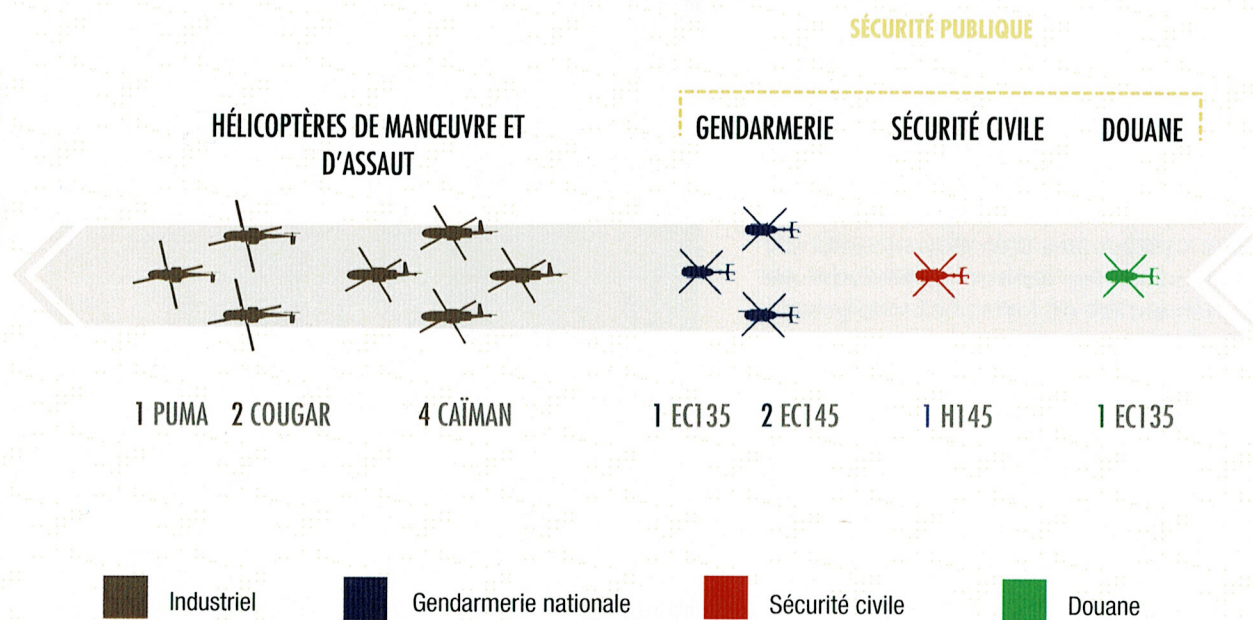
Gendarmerie nationale



Armées partenaires



Armée de Terre





Protection du territoire national

La protection du territoire national inclut les missions de sûreté aérienne comme le secours aux populations. Ces missions régaliennes sont assurées en permanence par la flotte d'hélicoptères de l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE).

Les hélicoptères Fennec sont en alerte 24 h/24 pour porter assistance aux aéronefs en situation de détresse ou intervenir contre les menaces aériennes. Ils sont engagés dans tous les dispositifs particuliers de sûreté aérienne (Jeux olympiques et paralympiques 2024, lancement des fusées Ariane 6 en Guyane, Salon du Bourget...). Depuis 2024, les Fennec ont développé une capacité supplémentaire de lutte antidrone grâce à l'export de fusils brouilleurs.

En complément, les hélicoptères de l'AAE tiennent l'alerte 24 h/24 en métropole comme en outre-mer pour assurer des missions de recherche et sauvetage, d'évacuations sanitaires ou encore de lutte contre l'orpaillage. Dès 2025, les Puma seront remplacés par les hélicoptères Caracal sur les sites de Djibouti et de Guyane puis en Nouvelle-Calédonie et en Corse en 2026.

Le bloc défilant comprend 3 Fennec en configuration de sûreté air, 1 Puma et 1 Caracal.





Hélicoptères de la Marine nationale

Depuis près de 70 ans, différents types d'hélicoptères sont mis en œuvre par la Marine nationale. Déployés depuis les bâtiments de surface (porte-hélicoptères amphibies, frégates...) ou depuis les bases d'aéronautique navale en métropole et outre-mer, ils remplissent un large spectre de missions. Les hélicoptères Caïman marine de la flottille 33F sont spécialisés dans le combat aéromaritime (lutte sous la mer et au-dessus de la surface) et le contre-terrorisme maritime. Les hélicoptères H160 de la flottille 32F sont dévolus aux missions de service public et d'intervention sur les trois façades maritimes en métropole. Le Dauphin de la flottille 35F assure, quant à lui, des missions de sécurisation des manœuvres d'aviation autour du porte-avions *Charles de Gaulle*, mais aussi de sauvetage en mer et de surveillance maritime.

L'adaptation des hélicoptères au milieu maritime, ainsi que l'expertise de la mer développée par les marins du ciel font de cette composante un atout opérationnel indissociable des bâtiments de surface et de la force sous-marine, mais aussi de projection et d'appui des fusiliers marins et commandos marine





Formation des équipages hélicoptères

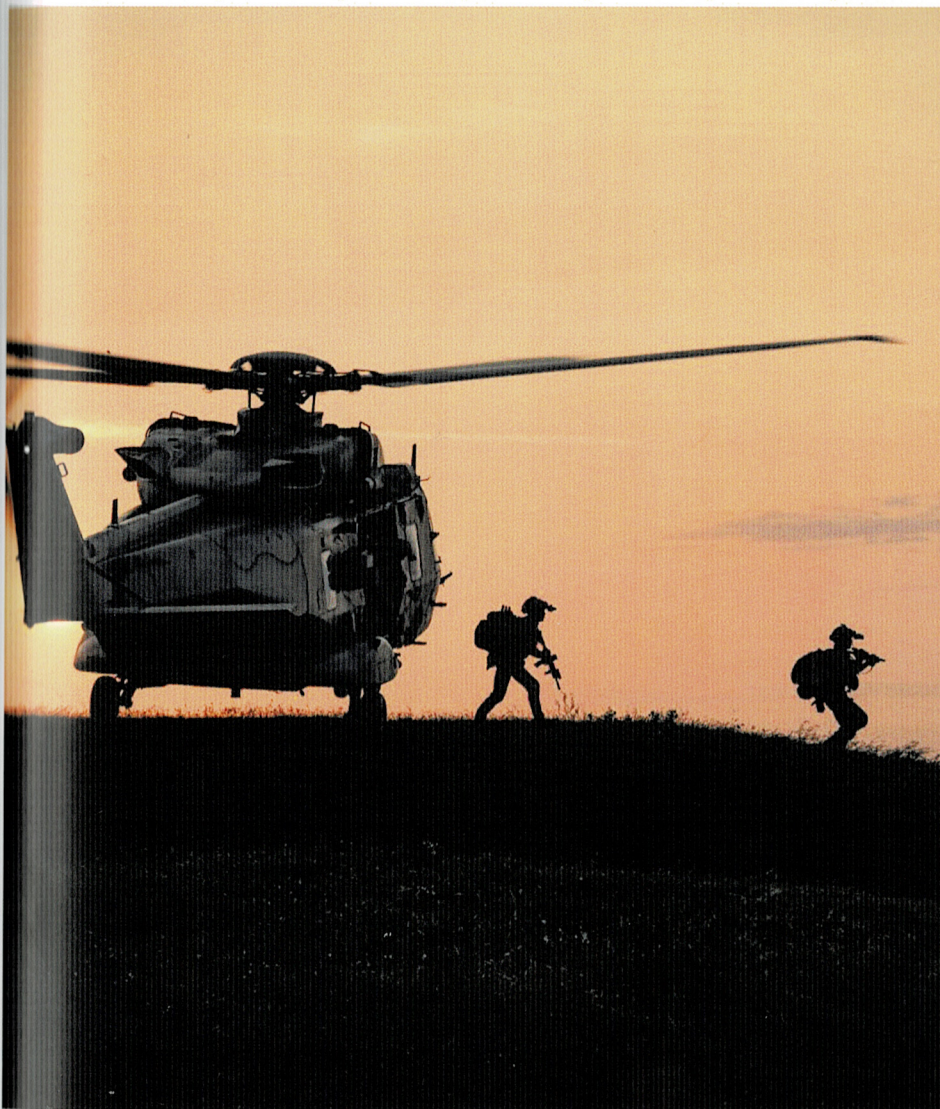
Créée en 1957, l'École de l'aviation légère de l'armée de Terre (EALAT) n'a cessé d'évoluer au fil des années pour répondre à l'évolution de l'aérocombat, marqué depuis 2003 par l'arrivée des hélicoptères de nouvelle génération comme le Tigre et le NH90 Caïman.

Elle assure des formations aéronautiques aux normes européennes, reconnues par la direction générale de l'aviation civile et la direction de la sécurité aéronautique d'État. Pôle d'excellence du domaine « hélicoptères », elle forme le personnel nécessaire à la mise en œuvre des aéronefs (pilotes, mécaniciens, contrôleurs aériens, préparateurs de missions, etc.), aptes à être engagés en opération dès la fin de leur formation.

Domaine d'interopérabilité interministériel, interarmées et international, l'EALAT assure notamment la formation initiale de 100 % des pilotes d'hélicoptères étatiques servant dans les trois armées, la Gendarmerie nationale, la sécurité civile, les douanes, et de l'armée de l'Air belge. Enfin, elle coopère avec l'Allemagne pour la formation des équipages Tigre.

Pour un volume annuel de 1 500 stagiaires, l'EALAT s'appuie sur 1 350 militaires et civils, 80 hélicoptères et plus de 50 simulateurs de vol et de maintenance. Ses instructeurs ont une forte expérience : 2/3 ont été projetés au moins 4 fois en opérations extérieures.





Hélicoptères de reconnaissance et d'attaque, hélicoptères de manœuvre et d'assaut

Les hélicoptères qui défilent sont en grande partie déployés par le 3^e régiment d'hélicoptères de combat. Cette unité polyvalente est capable d'opérer en toute autonomie, avec un ancrage au sol limité, en environnements interarmes, interarmées voire interalliés. Sa vocation est le soutien opérationnel aux troupes engagées sur le terrain.

Dans les années 1990, il est surnommé le « régiment de la nuit » pour ses compétences en combat nocturne. Dès sa création, le régiment se distingue par son rôle de précurseur. En effet, il naît dans un contexte de modernisation des forces armées françaises et de l'essor de l'aérocombat comme outil tactique de portée opérative. Dernièrement, le régiment a été engagé au Sahel, à Djibouti, en République de Côte d'Ivoire ainsi que sur le territoire national, comme en Nouvelle-Calédonie.

Depuis fin 2021, les Caïman ont commencé à remplacer progressivement les Puma. Cette bascule sur aéronef de nouvelle génération devrait être achevée en 2026. Le Guépard, dont l'arrivée est prévue à partir de 2030, succédera à la Gazelle. Le régiment est également leader de l'expérimentation en cours sur la dronisation de l'aérocombat.



Sécurité publique

Depuis 1953 **les forces aériennes de la gendarmerie nationale** sont engagées dans la sécurité du quotidien comme dans les missions de haute intensité. Chaque année, les 400 gendarmes navigants, pilotes et mécaniciens de bord de cette force aéroterrestre de sécurité intérieure, sauvent plus de 6 000 vies. Ces militaires s'engagent également dans les opérations de lutte contre le grand banditisme, concourant directement à l'interpellation de plus de 500 malfaiteurs.

Créé en 1957, **le groupement hélicoptères de la Sécurité civile** assure, depuis 23 bases réparties en France hexagonale et en outre-mer des missions de secours, de reconnaissance aérienne, de transport de personnels et de fret ainsi que le guidage des moyens aériens et terrestres lors des feux de forêt. En 2024, ces hélicoptères (Dragons) ont réalisé 15 935 interventions en mer, en plaine et en montagne et secouru plus de 12 000 personnes.

Première administration civile à la mer, **la Douane française** dispose d'une composante de surveillance aérienne. L'action de la brigade de surveillance douanière aéroterrestre s'inscrit dans les priorités douanières de lutte contre les grands trafics et de sécurisation des frontières nationales et européennes.







7^e brigade blindée, brigade « bonne de guerre »

Créée en 1955, la 7^e Brigade blindée (7^e BB), aussi qualifiée de brigade « fer de lance », allie innovation, mobilité et puissance de feu.

Forte de plus de 8 500 « centaures » (appellation des soldats de la 7^e BB) d'active et de réserve, la brigade est composée d'un état-major, de 7 régiments, d'1 centre de formation initiale des militaires du rang et de sa compagnie de commandement et de transmissions blindée.

En 2025, la 7^e BB dite « bonne de guerre » (c'est-à-dire prête au combat), bénéficie de l'effort de l'armée de Terre, tant dans sa préparation opérationnelle, que dans ses équipements: dotée des derniers matériels innovants, elle est plus réactive, plus offensive et mieux protégée. Sectorisée cette année sur le flanc est de l'Europe, elle est déployée en Roumanie où la France est nation-cadre, témoignant de la solidarité stratégique de notre pays.

Fêtant ses 70 ans cette année, la 7^e BB a pour emblème la figure mythologique du centaure, symbolisant la puissance et la vélocité. Cet insigne fut choisi par la 7^e division mécanique rapide créée en février 1955, dont la 7^e brigade blindée est l'héritière. L'écu au fond de l'insigne renvoie aux armes de la ville de Constance en Allemagne.





3^e division Scorpion

La 3^e Division (3^e DIV) est l'héritière des traditions de la 3^e division d'infanterie algérienne qui libéra Marseille en 1944. Aujourd'hui, également appelée « Division Scorpion », elle est dotée de véhicules connectés intégrant des technologies avancées en matière de mobilité, de protection et de connectivité qui contribuent à une interopérabilité inédite sur le champ de bataille. La 3^e DIV prendra le commandement de la composante terrestre de l'*Allied Reaction Force* de l'OTAN en 2026.

Parmi les unités qui composent la 3^e DIV, la 13^e demi-brigade de Légion étrangère est spécialisée dans le combat débarqué, au contact après approche sous blindage, grâce à son véhicule blindé de transport de troupes de dernière génération : le Griffon.

Le 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes assure quant à lui des missions de combat dans la profondeur, en OPEX et participe à la protection du territoire national. Il bénéficie des équipements de dernière génération comme le Serval, les missiles moyenne portée, fardiers et drones tactiques. Régiment de pointe, il a vocation à intervenir dans l'urgence.

Enfin, le 1^{er} régiment de spahis remplit des missions de reconnaissance, d'appui et d'engagement blindé. Il est régulièrement engagé dans des missions de protection et de gestion de crise, confirmant sa polyvalence et sa réactivité.





Brigades spécialisées

À côté des brigades interarmes et des brigades médianes, les brigades dites « spécialisées » fournissent un appui spécifique dans leur domaine d'expertise.

La brigade d'appui numérique et cyber est le symbole de la transformation vers une armée de Terre de combat dans les domaines numérique et cyber. Elle a pour mission d'appuyer le commandement de la force terrestre engagée en opération en délivrant des capacités d'appui au commandement et de sécurité numérique.

La brigade de renseignement et cyberélectronique est une brigade des forces terrestres délivrant un appui spécialisé dans la recherche du renseignement militaire. Elle collecte, analyse, exploite et diffuse le renseignement militaire du niveau tactique, opératif ou stratégique utile aux états-majors sur les théâtres d'opérations.

La brigade logistique répond aux exigences opérationnelles du combat de haute intensité. Elle arme la chaîne logistique complète: ravitaillement, transport, soutien médical, appui mouvement et escorte, projection maritime, appui blindé et soutien du combattant. Elle est l'architecte logistique de l'armée de Terre pour faire face aux enjeux du combat moderne.

La brigade de maintenance est cruciale pour le soutien opérationnel des forces terrestres. Composée de six régiments du matériel, elle répare les équipements dans leurs zones respectives et collabore avec des brigades interarmes pour les engagements extérieurs. Elle assure le soutien de corps expéditionnaire.





Protection de la force

L'État-major intervention défense et sécurité (EMIDS), implanté sur la base aérienne 106 de Bordeaux-Mérignac et rattaché au Commandement territorial de l'armée de l'Air et de l'Espace (CTAAE), renforce la posture de protection des moyens et des activités de l'AAE face à un spectre de menaces grandissant. L'évolution des menaces implique d'élargir le champ de la défense et de la sécurité des bases aériennes pour garantir en permanence la disponibilité et l'intégrité des moyens qui y sont stationnés et la liberté d'action nécessaire à leur déploiement.

Ses domaines d'action principaux sont la protection des bases aériennes (prévention et réaction face aux intrusions, attaques et sabotages), la sécurité incendie et sauvetage (coordination des dispositifs de secours), les risques NRBC (nucléaire, radiologique, biologique et chimique) ou la neutralisation et détection d'engins explosifs improvisés (NEDEX), mais aussi la lutte antidrone ou la protection du secret.

Il s'appuie sur un réseau étendu d'acteurs (états-majors, délégations militaires départementales, forces de sécurité intérieure, etc.) pour une approche cohérente et réactive aux menaces d'aujourd'hui et de demain.





Centre national de formation à la sécurité routière

Installé à Fontainebleau depuis 1967, le Centre national de formation à la sécurité routière (CNFSR) assure la présélection, la formation, le contrôle des aptitudes et le perfectionnement des motocyclistes de la Gendarmerie nationale servant en unités motorisées ou appelés à utiliser une motocyclette lors des missions de police judiciaire, d'observation, de protection ou d'estafettes.

Le CNFSR concourt également aux essais, études et expérimentations tout en assurant la diffusion de l'expertise de la gendarmerie tant en interministériel qu'à l'international à travers plusieurs stages ouverts aux administrations françaises et aux pays amis désirant former ou perfectionner leurs motocyclistes.

Le CNFSR dispose, à travers ses formations motocyclistes, de la capacité d'instruire aux techniques de conduite (route, tout-terrain, filature, duo, nuit) des différentes catégories de motocyclettes en service en gendarmerie, quelle que soit la dominante opérationnelle.

Fort d'une quarantaine d'instructeurs, le CNFSR accueille annuellement 1700 stagiaires officiers et sous-officiers, sur des stages s'étendant de quelques jours à 12 semaines.

Les instructeurs ont intégré, lors des Jeux olympiques et paralympiques 2024, la composante motocycliste engagée par la Gendarmerie nationale à Paris.



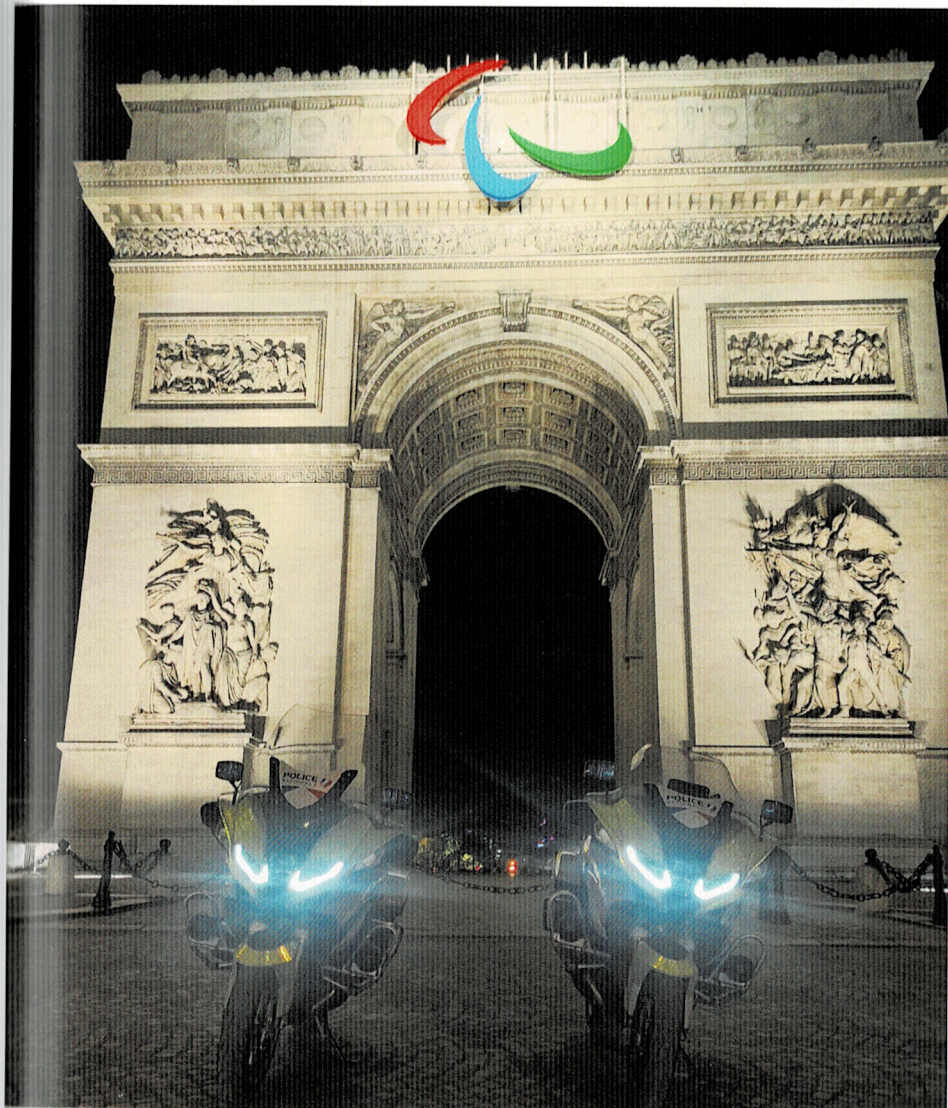
Détachement motocycliste de la Police nationale

Le détachement est composé de motocyclistes en service dans les Compagnies républicaines de sécurité (CRS), à la Préfecture de Police, à la sécurité publique et au Centre national de formation motocycliste (CNFM) de la Police nationale.

Tous les motocyclistes ont suivi une formation initiale exigeante et sélective pendant 14 semaines au CNFM à Sens (Yonne). Au cours de cet apprentissage ils ont parcouru plusieurs milliers de kilomètres en tout terrain, sur piste et en circulation. Tous les 6 ans, chaque motocycliste doit de nouveau valider ses acquis lors d'un recyclage au CNFM.

La Police nationale compte plus de 2000 motocyclistes travaillant essentiellement en milieux urbains et périurbains. La vélocité et la dextérité sont des qualités qui leur permettent de manier la moto, qui pèse 280 kg, avec une grande aisance. Les motocyclistes sont spécialisés dans la lutte contre l'insécurité routière mais ils escortent également les véhicules de secours, SAMU, pompiers, greffes, mais aussi ceux des hautes personnalités, Président de la République, ministres ou chefs d'État étrangers en visite en France.

En 2024, les motocyclistes de la Police nationale ont contribué à la réussite des Jeux olympiques de Paris en sécurisant les sites, les cérémonies et en escortant les sportifs et personnalités.





Détachement motocycliste de la douane française

Les groupements motocyclistes de la douane, créés en 1951, se multiplient à partir de 1955, pour atteindre, en 2025, un total de 218 motocyclistes, répartis en 36 groupes sur l'ensemble du territoire hexagonal. Ils suivent leur formation initiale à l'école nationale des douanes de La Rochelle pendant 16 semaines.

Leur rapidité et leur capacité d'interception permettent des interventions sur tous les axes routiers, leur mobilité facilitant les contrôles dynamiques et ciblés.

Ils participent activement à la lutte contre les trafics des marchandises réglementées ou prohibées: tabacs de contrebande, stupéfiants, contrefaçons, capitaux frauduleux, etc.

Appuyant les unités opérationnelles, ils contribuent à l'optimisation des dispositifs de contrôle, notamment sur les axes autoroutiers en flux libres.

Les motocyclistes de la douane française participent pour la première fois au défilé militaire du 14 Juillet. C'est une réelle fierté pour les motocyclistes en fonction sur le territoire et pour l'ensemble de la communauté douanière.



Groupe blindé de gendarmerie mobile

Le 15 mai 1933, la gendarmerie crée une unité blindée, dite « Groupe spécial autonome » à Versailles-Satory. Elle change plusieurs fois de nom et prend le 1^{er} septembre 1991 celui de Groupe blindé de gendarmerie mobile (GBGM).

Le GBGM est composé de huit escadrons, de trois cellules nationales (observation et exploitation de l'imagerie légale – aide à la mobilité – planification des escortes), de la force nationale nucléaire, radiologique, biologique et chimique ainsi que du centre d'instruction sur blindés.

C'est une unité spécialisée à la disposition des autorités pour la gestion de crises de nature variée, de la sécurisation des grands rassemblements à l'engagement en haute intensité. L'unité a été engagée sur toutes les séquences de rétablissement de l'ordre mais également en opérations extérieures (Kosovo, Afghanistan, République de Côte d'Ivoire).

Depuis 2022, le GBGM possède le Centaure, nouveau véhicule d'intervention polyvalent de la gendarmerie. Ce blindé a été engagé dans des missions d'aide à la population (cyclone à La Réunion) ou de rétablissement de l'ordre.

Rapidement projetable en tous points, le GBGM est également appelé à participer à la défense du territoire.

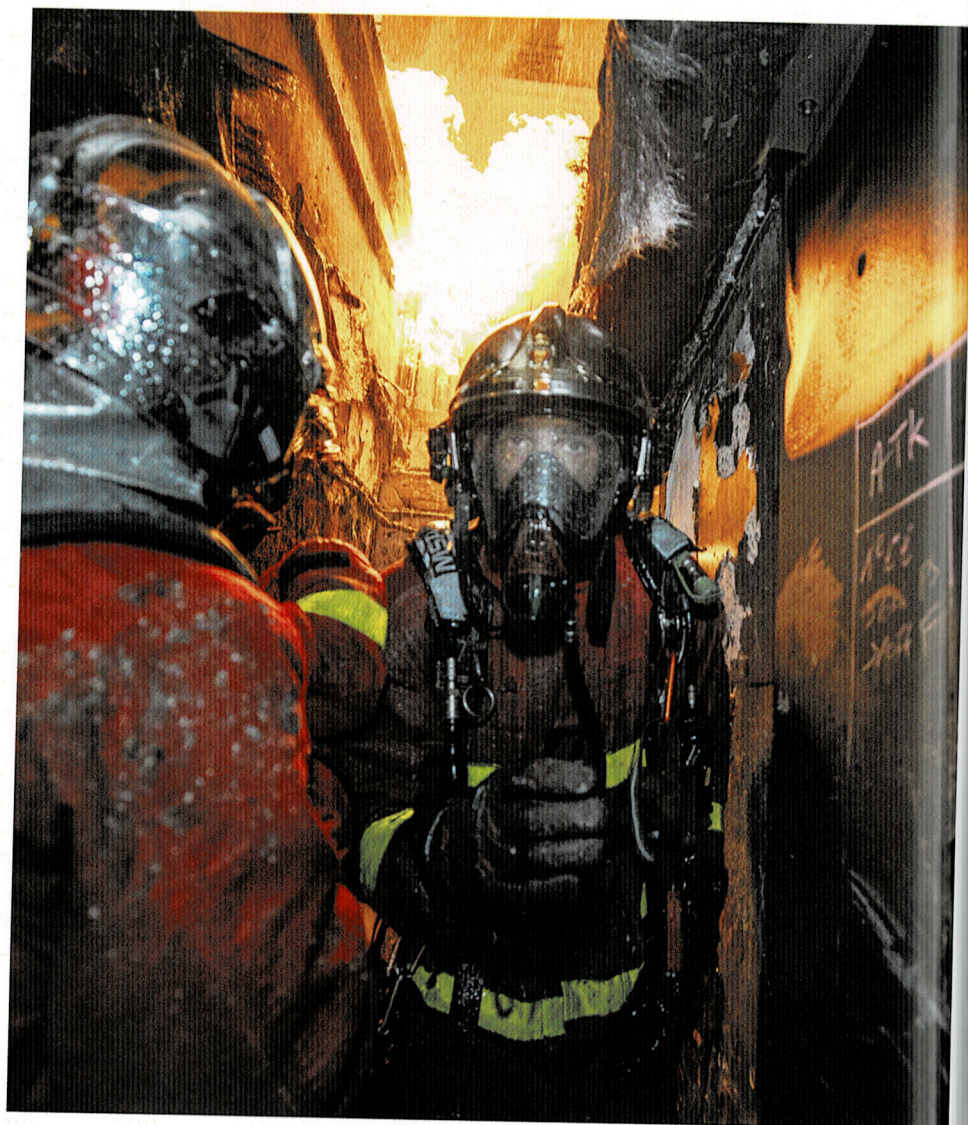


Brigade de sapeurs-pompiers de Paris

Unité de l'armée de Terre placée pour emploi sous l'autorité du préfet de Police de Paris, la brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP) lutte contre les incendies et assure les secours d'urgence dans la capitale et les trois départements limitrophes. En 2024, la BSPP a effectué 474 053 interventions et sauvé 32 295 vies.

Elle concourt à la prévention et à la lutte contre les accidents, sinistres et catastrophes, ainsi qu'à l'évaluation et à la prévention des risques technologiques ou naturels. L'activité dans le domaine du secours d'urgence aux personnes représente 84 % de ses missions. Elle intervient au-delà de sa zone d'action en cas de catastrophe ou de cataclysme en France métropolitaine, dans les départements et territoires d'outre-mer et à l'étranger (Nouvelle-Calédonie, Mayotte, la Réunion mais aussi au Liban).

Avec plus de 8 700 soldats du feu, la BSPP est le plus grand corps de sapeurs-pompiers d'Europe et le troisième dans le monde, après ceux de Tokyo et New York. Le statut militaire de la BSPP garantit un niveau sans égal de disponibilité et de performance contre les différents risques (incendie, explosion, crue) et la menace terroriste.







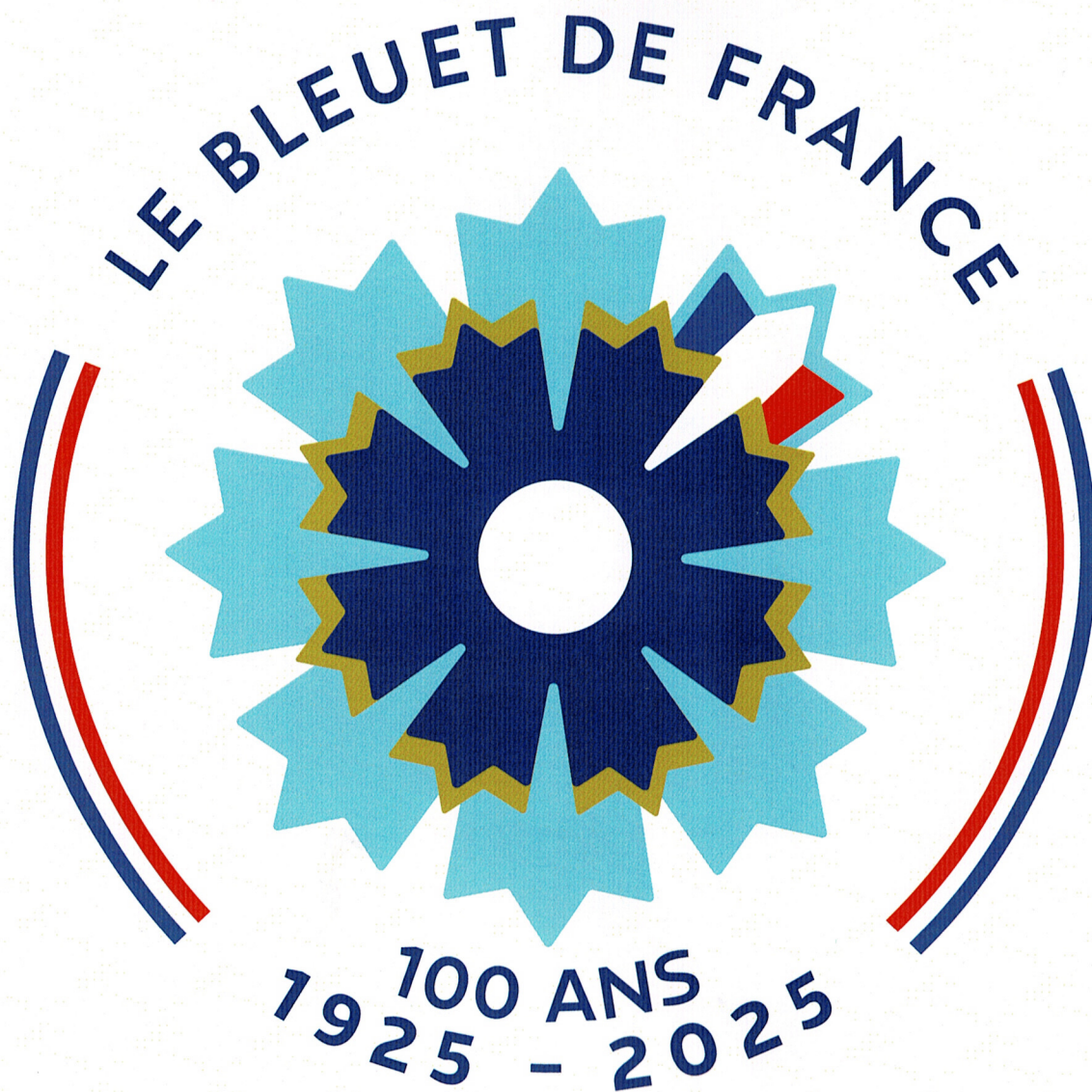
TROUPES MONTÉES



Régiment de cavalerie de la Garde républicaine

Héritier de la Garde municipale de Paris, créée en 1802, le régiment de cavalerie est composé de 4 escadrons et de la fanfare. Relevant de la Gendarmerie nationale, le régiment est la dernière unité montée opérationnelle de France. Il a pour missions principales :

- la sécurité publique générale à cheval : 13 postes à cheval permanents, 2 groupes de cavalerie de Paris et de Marseille, 1 détachement en Nouvelle-Calédonie ; 15 postes à cheval saisonniers ; des renforts à l'occasion d'événements majeurs, tels que le 80^e anniversaire du Débarquement de Normandie ou encore les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024. Le régiment réalise en moyenne 15 000 patrouilles équestres par an ;
- l'appui à d'autres unités, notamment pour la recherche de personnes disparues en zones difficiles d'accès ;
- les services protocolaires, au profit des plus hautes autorités de l'État et hôtes étrangers : escorte du Président de la République et des présidents étrangers, défilés, services d'honneurs à cheval et à pied ;
- le maintien et le rayonnement de l'équitation militaire en France et à l'international ;
- la préservation des savoir-faire ancestraux par les artisans de la Garde : maréchaux-ferrants, selliers et casquiers.





ANIMATION FINALE: CENTENAIRE DU BLEUET DE FRANCE

En 1925, Charlotte Malleterre et Suzanne Leenhardt, deux infirmières de l'Institution nationale des Invalides, ont l'idée de faire confectionner aux pensionnaires blessés et mutilés de guerre des bleuets en tissu et de les vendre sur la voie publique. Cette action vise à occuper ses anciens combattants, à leur apporter un soutien moral et à récolter des fonds en leur faveur. Devenu symbole national, soutenu par le Président de la République dès 1928, le Bleuet de France est par la suite intégré à l'Office national des combattants et victimes de guerre (ONaC-VG).

Le Bleuet de France assure le soutien psychologique, matériel et financier des hommes et des femmes qui ont risqué leur vie pour la France, soldats blessés, veuves de guerre, orphelins, anciens combattants et victimes civiles d'actes terroristes.

L'animation finale met cette année en exergue le centenaire du Bleuet de France, fleur française de la solidarité et de la mémoire.

Depuis leur position d'attente sur l'avenue des Champs-Élysées, la musique des Troupes de marine et le chœur de l'armée française rejoignent la place de la Concorde, devant la tribune présidentielle, sur la musique de la marche *Héros de la Liberté*, marche primée par le ministère des Armées.

Depuis la droite et la gauche de la tribune présidentielle, des jeunes des établissements pour l'insertion dans l'emploi, des cadets de gendarmerie, des préparation militaire terre, des préparation militaire marine, des escadrilles Air jeunesse et des jeunes volontaires du service civique se rejoignent au centre de la place afin de matérialiser un Bleuet. Cette scénographie est reproduite simultanément en trois points des Champs-Élysées.

Pendant la scénographie, la musique des Troupes de marine interprète *Le souffle du Bleuet*, une création musicale de Michaël Boumendil.

Enfin, en clôture de la cérémonie du 14 Juillet, la musique des Troupes de marine interprète *La Marseillaise*, accompagnée par le chœur de l'armée française. Le couplet dit « couplet des enfants » est interprété par tous les jeunes présents sur l'animation finale.



ÉQUIPE DE VOLTIGE DE L'ARMÉE DE L'AIR ET DE L'ESPACE



Créée le 1^{er} mars 1968, l'Équipe de voltige de l'armée de l'Air et de l'Espace (EVAAE) représente l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE) lors de meetings et de compétitions. Chaque année, ses voltigeurs participent à une quarantaine de manifestations aériennes en France et l'étranger. L'EVAAE réunit autour de la passion de la voltige quatre pilotes, sept mécaniciens, deux photographes, un officier communication et un agent d'opération.

Les acrobaties aériennes sont réalisées sur l'Extra 330, un avion décliné en deux versions biplace (LX) et monoplace (SC). Dans cet appareil, le pilote est attaché grâce à un harnais à sept points d'attache et à deux cliquets permettant un serrage efficace. Situé en bout d'aile de l'aéronef, un triangle de voltige permet au pilote d'augmenter la précision de ses trajectoires. Trois Extra 330 de l'EVAAE clôtureront la parade militaire.

Le capitaine Florent a fait briller l'EVAAE lors des championnats du monde de voltige aérienne en Pologne, en montant sur la première marche du podium. Cet exploit témoigne de l'excellence des pilotes de l'armée de l'Air et de l'Espace.

